

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2022



UN ENGAGEMENT QUOTIDIEN AU SERVICE
DE LA POPULATION VAUDOISE



CENTRE SOCIAL PROTESTANT
VAUD

SOMMAIRE

Le CSP Vaud en bref	3
Edito de la directrice	4
Rapport du comité	5
Eclairage social	6
Vie institutionnelle et participation	7
ACTIVITÉS SOCIALES	
Service de l'accueil	8-9
Service social polyvalent	10-13
Service social Jeunes – Jet Service	14-17
Service social pour les immigré-e-s – La Fraternité	18-21
Service juridique	22-25
Service consultation couple et famille	26-29
Prévention de l'endettement non maîtrisé des jeunes	30-31
ACTIVITÉS SOCIOCOMMERCIALES	
Service de ramassage et vente d'objets d'occasion	32-35
ACTIVITÉS DE SOUTIEN	
Les ressources transversales	36-41
ORGANES DE L'ASSOCIATION	41
COMPTES 2022 – EXTRAITS	
Compte d'exploitation	42
Subventions et contributions	43
Bilan au 31 décembre	44-45
REMERCIEMENTS	46
LE CSP VAUD À VOTRE SERVICE	47
CONTACT	48

IMPRESSUM

Rédaction : Collaboratrices et collaborateurs du CSP Vaud

Edition : Evelyne Vaucher,
Nour El Mesbahi

Statistiques : Caroline Regamey,
Thao Truong

Correctrice : Monica D'Andrea

Crédits photos : Nour El Mesbahi,
s_kawee (p.11)

Illustration : François Maret (p.15)

Maquette et mise en pages :

www.haymoz.design

Impression : Paperforms SA

Tirage : 350

Date : Mai 2023

En couverture :

*Journée des bénévoles des Galetas
à l'Arboretum d'Aubonne,
le 31 octobre 2022*

LE CSP VAUD EN BREF

En 2022, le CSP Vaud a délivré des consultations individuelles, des informations collectives, des actions de prévention du surendettement ainsi que des formations dans ses domaines de compétences.

CONSULTATIONS

14'293 consultations dont **6'742** en permanences
(avec la permanence juridique intégrée),
9'528 situations représentant **10'059** personnes,
8'658 nouvelles situations représentant **8'822** nouvelles personnes,
576 consultations données à des professionnel-le-s.
Des consultations dispensées dans **17** lieux du canton.

RÉPARTITION DES CONSULTATIONS SELON LE DOMICILE

Canton de Vaud **98%**

Lausanne région **52%**

Lausanne **30%**

AIDE D'URGENCE

198 ménages aidés pour un montant total
de CHF **200'946.–**

ÉQUIPE

73 personnes salariées

Pour **52,58** EPT ordinaires

147 bénévoles (133 dans nos magasins
et 14 dans les organes de l'association)

PRÉVENTION DU SURENDETTEMENT AUPRÈS DES JEUNES

84 ateliers en milieu scolaire et dans la transition
dont **18** ateliers dans la scolarité obligatoire
6 stands HES / **1** dîner-quiz

FORMATIONS POUR LES PROFESSIONNEL-LE-S

«ARGENT, DETTES, DÉSENDETTEMENT»

2 sessions de deux jours chacune

2 cours de **2** jours pour la DGS (Direction générale de la santé, Etat de Vaud)

«DROIT DES ÉTRANGERS»

1 module dispensé à distance et **4** modules en présentiel.

ÉDITO DE LA DIRECTRICE



L'année 2022 a été une année de paradoxes, avec d'une part une pandémie qui peinait à se résorber, une guerre qui se déclarait tout près de chez nous avec un risque réel d'escalade et une inflation qui s'installait. Les inégalités augmentaient partout et l'urgence climatique s'imposait. D'autre part, on constatait un taux de chômage maîtrisé, voire en baisse, et une stagnation des personnes à l'aide sociale. Dans ce contexte chahuté et malgré les signaux positifs du côté des statistiques officielles, le CSP Vaud avait fait face aux nombreuses et complexes sollicitations qui n'avaient de loin pas diminué. Plus de 10'000 personnes avaient fait appel à ses divers services souvent en dernier recours, désespérées de ne pas trouver de l'aide ailleurs.

«LA PRÉCARITÉ A UN VISAGE, LA SOLIDARITÉ AUSSI»

Sous ce slogan de la campagne annuelle, le CSP Vaud a voulu mettre en lumière la détresse de nombreuses familles qui se trouvent souvent confrontées à des contraintes administratives incohérentes et peu adaptées à leur situation. Deux numéros de notre Journal des *Nouvelles* ont été consacrés à cette thématique avec des témoignages saisissants sur les difficultés que ces familles rencontrent. La fragilisation du modèle familial contemporain, dans toute sa diversité, est un sujet de préoccupations tant ce dernier a montré son rôle primordial comme noyau de la solidarité pendant toute la période de la crise sanitaire.

Le titre de la campagne fait aussi référence au magnifique élan de solidarité dont a bénéficié le CSP Vaud durant toute l'année. Les dons privés se sont maintenus aux bons niveaux des deux années précédentes et les dons des fondations ont même augmenté. Mais 2022 a surtout été marquée par l'incroyable chiffre d'affaires réalisé par les Galetas. Un succès qui ne tient pas du hasard, mais qui est le résultat de la stratégie de développement menée depuis 2021 avec la mise à disposition de ressources supplémentaires, l'ouverture d'un nouveau magasin, les réaménagements des horaires et de

l'achalandage. Un effort particulier a aussi été fourni pour mettre en valeur les Galetas sur le plan communicationnel avec un renouvellement de l'identité visuelle et le renforcement de la présence sur les réseaux sociaux.

Sur le plan institutionnel, un bilan du fonctionnement du CSP Vaud réalisé en début d'année a permis de mettre le doigt sur les forces et les faiblesses de l'institution. Cette démarche menée de façon participative a notamment mis en lumière les besoins de valorisation des activités sociales. Il a, entre autres, été décidé de créer un poste de responsable de politique sociale et de recherche pour pouvoir mieux répondre à toutes les sollicitations externes (autorités publiques et académiques) visant à documenter les activités du CSP Vaud et faire remonter les constats. Ce poste sera occupé par Caroline Regamey, jusque-là responsable de politique et actions sociales. Un nouveau responsable de l'action sociale a ainsi pu être recruté au cours de l'automne pour compléter la direction stratégique. Ces moyens supplémentaires permettront à la fois de mieux soutenir les services sociaux dans la mise en œuvre des prestations et de donner la possibilité à l'institution de remplir le cœur de sa mission en ce qui concerne le suivi et l'analyse des besoins émergents.

En 2022, le CSP Vaud a ouvert également un nouveau chantier qui vise une amélioration de l'accueil et de la prise en charge des situations sur un plan généraliste. C'est un sujet qui répond à l'objectif stratégique que s'est fixé l'institution d'améliorer encore l'accessibilité aux aides sociales instituées.

Un grand merci à toutes et à tous pour votre intérêt et votre soutien. Grâce à vous, le CSP Vaud est plus que jamais engagé dans la lutte contre la précarité et l'aggravation des inégalités aux côtés de la population vaudoise.

Bastienne Joerchel, directrice

RAPPORT DU COMITÉ



L'année 2022 aura été une année de reprise après vingt-quatre mois de crise Covid-19. Elle a demandé aux collaborateurs et aux collaboratrices du CSP Vaud de grands efforts d'adaptation pour pouvoir remplir, envers et contre tout, leurs missions tout en mettant en place de nouveaux projets.

SITUATION FINANCIÈRE POSITIVE

La situation financière du CSP Vaud est bonne. Les comptes d'exploitation 2022 se soldent par un excédent qui inclut notamment une provision pour perte nette sur titres, alors que le budget prévoyait un résultat d'exploitation déficitaire. Relevons, de plus, que les fonds de régulation et de soutien aux activités RAVEO (Ramassage et vente d'objets d'occasion) n'ont pas dû être utilisés. Cet écart positif s'explique principalement par le bon résultat de la recherche de fonds, les très bons résultats des magasins et par la maîtrise des charges. Si l'année passée se caractérise par peu de produits extraordinaires (hors exploitation), soit des legs, des successions et divers dons, soulignons qu'ils ont été alimentés par la liquidation de la Fondation du 50^e.

Le comité a validé la création de trois nouveaux fonds, à savoir : le Fonds de couverture de risques financiers, le Fonds de financement pour postes supplémentaires et le Fonds de solidarité et de développement. Cela afin de maîtriser la situation financière du CSP Vaud tout en facilitant le financement de différents projets liés à son développement (création de nouveaux postes, grille salariale) et d'investissements, notamment pour le développement des Galetas.

Le comité a suivi de près le développement des Galetas. Les réflexions sur la rénovation et l'agrandissement du Galetas de la Blécherette se concrétisent, ainsi que les études pour son financement.

GRILLE SALARIALE

Le processus de modification de la grille salariale, initié il y a plusieurs mois, suit son cours. La direction a élaboré un projet

de réforme de la grille salariale, accompagné d'une proposition d'octroi d'un 13^e salaire. La pertinence et le financement de ces propositions ont été analysés et discutés par le comité. Ils sont en cours d'examen auprès de l'équipe. Le processus pourrait arriver à bout touchant en 2023 et le CSP Vaud se verrait doté en 2024 d'une nouvelle grille salariale.

Enfin, conscient de la nécessité d'offrir les meilleures conditions à ses employé-e-s tout en tenant compte des réalités financières de l'institution, le comité a décidé de compenser le renchérissement des biens et des services et d'indexer les salaires de 2,5%.

COMITÉ

Le comité a pris acte avec regret du départ, au cours de l'année, de M^{me} Virginie Lamien. Il a tenu cette année sept séances d'environ deux heures. Le bureau du comité, chargé notamment de préparer les séances du comité, s'est lui aussi réuni sept fois. Que toutes et tous trouvent ici l'expression de ma gratitude pour tout le travail effectué et pour l'engagement sans faille pour le CSP Vaud.

Je tiens à remercier ici encore une fois très chaleureusement toutes les personnes, salariées et bénévoles, qui travaillent au sein de l'institution, sans oublier, bien sûr, nos subventionneurs ainsi que tous les donateurs et toutes les donatrices qui ont manifesté avec une très grande générosité leur solidarité avec les plus précarisés et ont permis ainsi au CSP Vaud de poursuivre le travail exigeant qui est le sien.

Anne Baehler Bech, présidente



Cette année encore a été marquée par les efforts du CSP Vaud pour répondre aux nombreuses sollicitations de ses services, ainsi qu'aux besoins, financiers ou non, de groupes de population n'accédant pas, ou difficilement, aux aides instituées.

Le dispositif de «soutien de crise», réalisé grâce au financement du Département de la santé et de l'action sociale (DSAS) a pris fin au printemps, avec les derniers accompagnements des situations rencontrées. Il a permis d'aider des ménages dont les ressources étaient impactées par les conséquences de la crise du Covid-19, et qui ne pouvaient obtenir d'autres aides. Dans le sillage de ce dispositif de crise, une expérience de concrétisation d'un soutien social généraliste a pu être menée, et a contribué à façonner l'amélioration de l'offre du CSP Vaud qui était souhaitée.

Durant cette année, la préoccupation relative aux budgets des ménages s'est maintenue, du fait de l'inflation résultant de la crise russo-ukrainienne, et le renchérissement subi en conséquence. Cela a conduit les CSP à communiquer sur ce sujet en marge de leur conférence de presse annuelle axée sur la précarité des familles et la faiblesse de la politique familiale helvétique.

En 2022, le CSP Vaud a entamé de nouvelles collaborations sur des sujets qui lui sont chers. La question de l'accessibilité des prestations sociales et son revers, le non-recours aux prestations, s'est rapproché du devant de la scène dans le canton.

À la suite de l'appel d'offres «Vaud pour vous» lancé par le DSAS pour améliorer l'orientation et l'accompagnement de toute personne confrontée momentanément ou durablement à des difficultés sociales ou médico-sociales, le CSP Vaud s'est mobilisé pour réfléchir à un travail collaboratif, avec certains de ses partenaires. Un projet pilote régional, conçu et développé avec Caritas Vaud et l'ARAS Riviera, avec la contribution des équipes, a ainsi pu être déposé au mois de

septembre. Il sera mis en œuvre dans le courant de 2023.

Une autre collaboration importante pour le CSP Vaud s'est mise en place avec le nouvel «Observatoire des précarités», créé par la Haute Ecole de travail social et de la santé Lausanne (HETSL), que nous appelons de nos vœux. Au mois de mai, nous avons collaboré à un *workshop* de l'observatoire, sur le non-recours et l'accessibilité des prestations sociales. Ce thème connaîtra des développements auxquels nous comptons bien contribuer. A noter que l'événement public de lancement de l'observatoire s'est tenu dans la Salle de la Fraternité du CSP Vaud, en plein centre de Lausanne.

Par ailleurs, différentes questions d'actualité liées au statut des personnes migrantes ont jalonné l'année pour le CSP Vaud, et notamment : la contribution à une conférence de presse de la Plateforme Papyrus Vaud en marge des 20ans du Collectif vaudois de soutien aux Sans-papiers ; la rédaction d'une réponse à un projet de loi mis en consultation et visant à limiter l'aide sociale aux ressortissant-e-s des États-tiers ; et enfin, le soutien obtenu pour renforcer le travail effectué par le Service social pour les immigré-e-s – La Fraternité, dans la défense du statut propre des femmes migrantes victimes de violence domestique.

Caroline Regamey, responsable politique sociale et recherche

VIE INSTITUTIONNELLE ET PARTICIPATION



COLLABORATION ORIGINALE AVEC LA HETSL

Ouvrir ses portes à une quinzaine d'étudiant-e-s en travail social... Prendre en compte les avis de ses publics dans sa manière de travailler... qu'est-ce qui a poussé le CSP Vaud à se lancer dans cette collaboration inédite avec la HETSL pour mettre sur pied un module d'approfondissement autour de l'innovation sociale et la participation des publics?... Et quels enseignements l'institution tire-t-elle de cette première volée?

Dans les réflexions menées lors du 60^e anniversaire du CSP Vaud autour des difficultés d'accès de certaines personnes aux dispositifs sociaux, il est apparu que pour mieux répondre aux besoins des publics, prendre en compte leurs avis est essentiel. Faire participer les usagères et les usagers rejoint une aspiration de longue date du CSP Vaud et s'insère parfaitement dans son modèle de gouvernance. Par contre, entre l'aspiration et la mise en pratique, il y a des principes de réalité : comment le faire de manière constructive et respectueuse? Avec quelles ressources et quelles disponibilités? Les multiples activités menées au quotidien laissent peu de marge.

Cette collaboration était une opportunité à saisir, d'autant plus qu'elle s'ancre dans la volonté de contribuer à la formation en travail social, tout en permettant de valoriser le «Made in CSP Vaud». Ainsi, trois cellules d'immersion ont accueilli les étudiant-e-s : une au sein du Service social Jeunes – Jet Service, une autre dans le Service social pour les immigré-e-s – La Fraternité, et une troisième au cœur de la direction stratégique pour traiter spécifiquement du thème de la gouvernance.

Un semestre est court et la participation des publics n'a bien évidemment pas été révolutionnée en quelques semaines. Dans les faits, la mobilisation des publics s'est avérée une action que les étudiant-e-s ont construite petit à petit, dans

le plus grand respect. La participation ne se décrète décidément pas, les processus ordinaires en sont souvent tellement éloignés que cela prend du temps de changer de perspective. L'approche d'une génération qui fonctionne avec d'autres repères a contribué à planter des graines pour baliser un nouvel espace de dialogue avec les publics.

Une des clés des démarches participatives est de considérer que le croisement des expertises permet d'avoir une vision plus complète de la réalité et d'élaborer des réponses efficaces et au plus près des besoins. Ce module relève le défi de faire émerger le croisement des savoirs entre les usagères et usagers, les professionnel-le-s et les étudiant-e-s. Dans la pratique, chaque partie a pris soin du processus, respecté le travail de l'autre partie, étape d'appropriation mutuel nécessaire qui permettra à la prochaine volée d'aller plus loin. S'autoriser à se questionner mutuellement, à réfléchir en sortant des sentiers battus n'est pas si naturel même dans une institution qui expérimente depuis des décennies la participation et l'intelligence collective.

Et pourtant... dans le temps record d'un semestre, chaque groupe a délivré à sa cellule d'accueil un projet, fondé sur ses observations, les interactions et les échanges menés pendant l'immersion, et ses analyses. Chaque projet se révèle concret et facile d'emploi dans la culture CSP ; et apporte une plus-value à une problématique identifiée. Offrir un espace dans une institution existante et permettre d'avoir un impact au sein de celle-ci a été très stimulant pour les étudiant-e-s. Leur dynamisme a élargi la réflexion, ainsi que le champ des possibles et a donné des pistes à l'action quotidienne des cellules. Une expérience gagnante sur tous les plans.

Céline Erard,
responsable des questions institutionnelles

ACTIVITÉS SOCIALES

SERVICE DE L'ACCUEIL

Le Service de l'accueil offre une prestation d'information sociale au sens large à toute personne qui s'adresse au CSP Vaud par téléphone, par messagerie électronique ou directement dans ses locaux. Afin d'orienter à bon escient la personne ou de lui offrir une réponse circonstanciée, le service renouvelle sans cesse ses connaissances en matière de démarches juridico-administratives d'une part, et en matière d'offres du réseau social public et privé, d'autre part. Il s'appuie sur une base de données spécialisée qu'il gère, et au besoin sur les connaissances des collègues des différents services du CSP Vaud. Le Service de l'accueil s'occupe, en outre, de l'ensemble des tâches relatives au travail de réception pour les services de consultation.

L'Accueil constate les difficultés administratives des personnes confrontées à l'obligation de faire des démarches en ligne. Les personnes sont désorientées, faisant face à des situations familiales et professionnelles très complexes dans ce contexte post-Covid.

Dans le travail accompli par les collaboratrices du service, une grande importance est donnée à l'écoute bienveillante et sans jugement afin de pouvoir apaiser les angoisses face aux incertitudes, trouver des solutions ou réorienter au mieux dans le dispositif social vaudois.

L'Accueil constate qu'il est difficile pour les personnes de faire face aux questions administratives, vu leur complexification. Celles-ci doivent se régler de plus en plus en ligne, ce qui n'est pas à la portée de tous.

Une grande partie des demandes sociales arrivant à la porte du CSP Vaud ou par téléphone comporte une forte dimension juridique. Depuis deux ans, l'Accueil collabore avec le Service juridique dans le cadre de la permanence juridique sans rendez-vous, trois demi-journées par semaine. Les collaboratrices creusent le contenu des demandes et avec l'appui de leurs collègues juristes délivrent, le cas échéant, le renseignement juridique ad hoc. Cette façon de faire implique de prendre du temps avec les usagers et avec les usagères pour écouter, clarifier leurs demandes, réunir les documents clés et analyser la situation. La vérification avec un.e juriste permet de déterminer la suite à donner. Lorsque la question nécessite plus d'approfondissement, un rendez-vous est alors proposé.

Depuis le début de janvier 2022, le CSP Vaud offre une permanence juridique supplémentaire à Renens pour les personnes de l'Ouest lausannois à laquelle collabore aussi l'Accueil. Comme elle a lieu dans les mêmes locaux que la Permanence Info-Conseil Migration de La Fraternité, cela offre l'opportunité d'échanger sur les différentes situations. Les sollicitations sont nombreuses et les retours positifs.

Le Service de l'accueil a pu constater une forte augmentation de sollicitations concernant le droit de la famille et du travail. En effet, les personnes, désorientées face à des situations telles que des licenciements, se retrouvent souvent sans réponse et dans un risque de précarité dû à leur situation complexe et sensible. De plus, le Service juridique est fortement sollicité pour des demandes d'établissement de conventions de séparation, exigées par les différents organismes d'aide sociale du canton.

ÉQUIPE

Idil Benice

Mexhide Bytyci

Nathalie Manigley

Taulante Mehmetaj

Anne Skira

Thérèse Tuyishemeze dès le 23.11

Catherine Wenger-Boghossian

	Demandes
Demandes traitées	15'183
Moyenne mensuelle	1'265
Moyenne par jour ouvrable	58,3
Demandes permanence juridique	2'849
Total des demandes traitées	18'032

Réception 27% du total

Accueil des personnes qui se présentent pour un rendez-vous, fixation de rendez-vous, réception et transmission des appels téléphoniques.



Total des demandes traitées ● 4'134
Moyenne mensuelle ● 345
Moyenne par jour ouvrable ● 16



Réception à la porte ● 26 %



Réception par téléphone ● 74 %

Accueil social 73% du total

Ecoute sociale des personnes, identification des demandes, orientation à bon escient à l'interne ou à l'externe du CSP Vaud.



Total des demandes traitées ● 11'049
Moyenne mensuelle ● 921
Moyenne par jour ouvrable ● 42



Accueil à la porte ● 17 %



Accueil par téléphone ● 83 %

Orientations vers d'autres services (hors CSP Vaud)



Total des orientations ● 1'597
Moyenne mensuelle ● 133
Moyenne par jour ouvrable ● 6

Renseignements juridiques prodigués par l'Accueil (permanence juridique)

2'849 renseignements juridiques donnés en collaboration avec le Service juridique.

20 domaines du droit concernés, surtout: famille, assurances sociales, droit du travail, droit des étrangers, droit pénal, du bail, aide sociale...

ACTIVITÉS SOCIALES

SERVICE SOCIAL

POLYVALENT

Le Service social polyvalent (SSP) permet à toute personne confrontée à des problèmes administratifs, sociaux et financiers de prendre connaissance de ses droits, de ses obligations et d'être accompagnée dans la défense de ses intérêts. Dans le cadre du Programme cantonal de lutte contre le surendettement, le SSP délivre des prestations de gestion de budget spécialisée (GBS) dans les situations d'endettement ou de surendettement, et assure une partie de la répondeur à la ligne «Parlons Cash». Il développe des outils de vulgarisation et des actions de prévention et dispense des formations. Au sein du réseau, il s'engage pour la défense et l'amélioration des droits des personnes en situation de surendettement.

Le SSP a déployé des qualités d'acrobate pour relever les défis liés aux départs et arrivées de plusieurs collègues, tout en répondant de la meilleure manière possible aux demandes des usagers et des usagères. En toile de fond, un projet fédéral de changements législatifs majeurs dans le domaine des dettes.

Un financement supplémentaire de la DIRIS (Direction de l'insertion et des solidarités de l'État de Vaud) pour la GBS, a été accordé pour la création d'un poste de juriste spécialisé dans les poursuites et les questions de désendettement. La nécessité d'engager une personne experte juridiquement s'est imposée, tant les dossiers de désendettement sont devenus complexes d'un point de vue juridique. Pendant le deuxième semestre, l'arrivée de trois nouvelles collègues a généré un important travail de mise au courant.

Outre les activités habituelles de prévention et de formation, le SSP s'est concentré sur le cœur de sa mission, le conseil et l'accompagnement des personnes surendettées. Le constat général confirme depuis de nombreuses années déjà, qu'une majorité des demandes d'assainissement total des dettes de nos usagers et usagères ne pourront pas être exaucées, faute de moyens financiers. D'où l'intérêt d'un changement de loi, qui pourrait ouvrir des perspectives plus encourageantes.

PROJET DE MODIFICATION DE LA LOI SUR LA POURSUITE POUR DETTES ET FAILLITE

La loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP) prévoit actuellement deux procédures – le règlement amiable des dettes et le concordat judiciaire – qui, si elles aboutissent, mènent à un assainissement financier complet après une durée de remboursement de trois ans. Complexes, ces procédures supposent, pour être validées, que les créanciers acceptent l'abandon définitif d'une partie des sommes dues et, surtout, elles peuvent être envisagées uniquement pour certaines catégories de personnes surendettées. Une situation globale stable et la capacité d'offrir un taux de remboursement significatif sont deux conditions indispensables. Or, une partie considérable des personnes surendettées, dont celles durablement insolubles, n'est pas en mesure de remplir ces prérequis et est ainsi d'emblée empêchée d'accéder aux procédures de désendettement existantes.

La LP détermine également les exigences indispensables à la requête d'une faillite personnelle. Celle-là n'est cependant pas assimilable à une procédure de libération des dettes, son obtention ne permettant pas de les annuler, mais uniquement de les maintenir «gelées» à certaines conditions. Là encore, les personnes insolubles, ainsi que celles dont les revenus sont précaires ou proches des minima vitaux, ne peuvent pas prétendre recourir à cette procédure, car elles sont dans l'impossibilité de rendre plausible un avenir financièrement sain. Les dispositions législatives actuelles condamnent ainsi une large frange de la population surendettée à l'être à vie.



Cet état de fait a une chance d'être corrigé par l'avant-projet du Conseil fédéral (CF), qui vise à «donner aux personnes physiques surendettées, lorsque certaines conditions sont remplies, une seconde chance de vivre sans dettes». A ce stade, l'avant-projet du CF comporte des contours flous et problématiques sur plusieurs aspects cruciaux. La notion d'insolvabilité, la durée, l'exclusion de certaines dettes, le rôle des offices des poursuites et des faillites, les critères de révocation, l'accompagnement social sont autant de points qui devraient être précisés, et pour certains assouplis et amendés, au risque de vider la nouvelle procédure de son sens en la rendant inopérante pour bien des personnes concernées. Le résultat de l'arbitrage par les forces politiques en présence déterminera si cette nouvelle procédure,

Voir le dossier de l'Artias sur ce sujet :

<http://bit.ly/3GjSPxx>

Ouvrez l'appareil photo de votre iPhone (ou votre appli lecteur de code QR sur Android) et visez le code QR.



dont l'intention est bonne, constituera un outil efficace pour sortir de la spirale du surendettement.

MERCI

Aline Pingoud, Anna Artamonova et Chloé Thuillard ont décidé cette année de rediriger leur trajectoire vers d'autres horizons. Nous les remercions ici de tout cœur pour leur implication et leurs multiples apports durant toutes les années passées au SSP.

ÉQUIPE

Giorgia Albisetti dès le 01.09
Anna Artamonova jusqu'au 31.07
Isabelle Bonjour
Chouchouna Ndjoko
 du 01.04 au 01.07
Corinne Feusier
Florence Gentili
Line Makuwa dès le 01.12
Amandine Pellegrinelli
 dès le 01.09
Aline Pingoud jusqu'au 30.06
Chloé Thuillard jusqu'au 31.12
Kevin Vesin

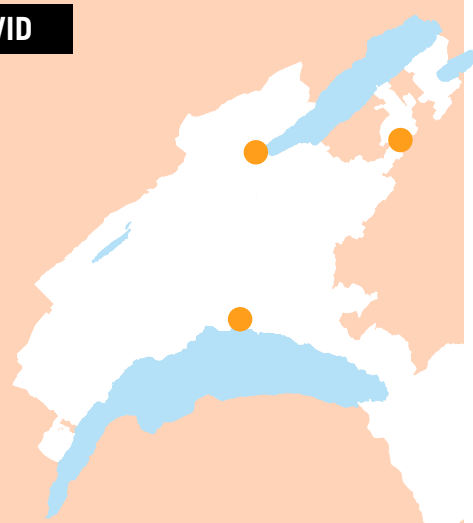
DISPOSITIF SOUTIEN COVID

Melina Hofer jusqu'au 31.05
Sandra Stimoli jusqu'au 31.03

LIEUX

Le Service social polyvalent est présent dans trois lieux du canton.

LAUSANNE
PAYERNE
YVERDON-LES-BAINS



	Usagers-ères	Nouveaux usagers-ères	Consultations – expertises délivrées
Gestion du budget spécialisée	590	319	1'671
Action polyvalente	104	61	220
Sous-total usagers-ères	694	380	1'891
Conseils à des professionnel-le-s et tiers (GBS)			55
Total	694	380	1'946

Le service s'est, en outre, occupé de l'orientation et de l'information des personnes appelant la ligne téléphonique «Parlons Cash», et a répondu dans ce cadre à environ 680 appels qui ne sont pas comptabilisés ici et s'ajoutent au volume total d'activité.

Domicile des usagers-ères

Lausanne région ● 45% (312)
 Reste du canton ● 54% (382)



Type de consultations

33% de consultations uniques
 67% de consultations multiples

Genre



femmes

● 51 %



hommes

● 49 %

En 2022, Gestion de budget spécialisée dans 88% des consultations.

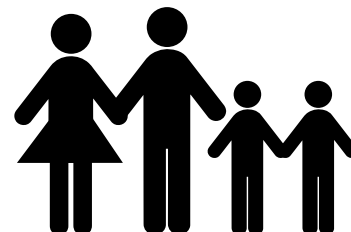
Gestion de budget spécialisée (GBS / surendettement)

Le SSP fait partie des trois services vaudois spécialistes du désendettement. En tout, **1'671** consultations ont été effectuées par le CSP Vaud dans le cadre de la GBS.

En 2022, le Service social polyvalent a suivi **590** situations de personnes surendettées.

Les nouvelles situations de l'année sont relevées à ce titre dans la statistique des services constituant Dettes Conseil Suisse. En voici les résultats:

255 nouvelles situations



361 adultes et 235 enfants

Combien de dettes? Et de quelle sorte?

Principaux types de dettes:

Type de dette présente dans:

Montant total:

Dettes fiscales	72% des cas	5'905'841.–
Arriérés caisses maladie (prime/quote-part)	60% des cas	2'107'585.–
Autres dettes non listées	54% des cas	1'864'018.–
Crédits au comptant	15% des cas	729'349.–
Cartes de crédit	23% des cas	470'761.–
Dettes commerciales (indép.)	3% des cas	345'844.–
Dettes privées	10% des cas	343'776.–
Pensions alimentaires impayées	5% des cas	322'143.–

Le montant total des dettes recensées s'élève à **18'079'241 francs**.

Le montant moyen des dettes est de **72'900 francs**.

Le montant médian¹ est de **46'962 francs**.

Qui sont les personnes surendettées ayant eu recours au SSP?

309 adultes surendettés:

48% femmes

52% hommes



13% parents de famille monoparentale



13% en couple, sans enfant



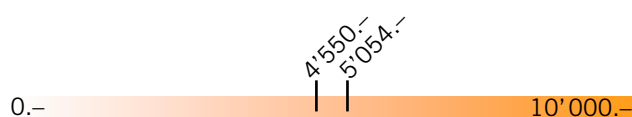
29% en couple, avec enfants



42% personnes seules

Quels sont leurs revenus?

Dans **72%** des cas, une activité salariée dans **40%** des situations, des prestations d'assurances sociales sont touchées (chômage, perte de gain, AVS, assurance invalidité); dans **2%** des cas, des prestations de l'aide sociale sont perçues et dans **5%** des situations des contributions d'entretien ou des pensions alimentaires.



Le revenu moyen du ménage est de 5'054 francs, le revenu médian¹ se situe à 4'550 francs.

Causes des difficultés financières

Pour les plus fréquentes:

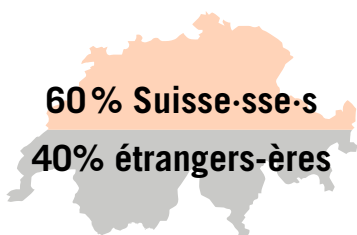
- des **modifications de la situation du ménage** liées à: séparation ou divorce, dans **27%** des cas; constitution d'un ménage dans **18%** des cas (mariage, départ domicile parental); arrivée d'un enfant dans **5%** des cas
- en lien avec l'**emploi**: *working poor* dans **15%** des cas; chômage dans **14%** des cas; échec d'une activité indépendante dans **9%** des cas.
- en lien avec la **santé**: maladie, accident, handicap, dans **34%** des cas.
- d'**insuffisantes compétences administratives** dans **46%** des cas.
- une gestion téméraire, dans **35%** des cas, 9 fois sur 10 associée à d'autres causes.



23% sans formation (école obligatoire)

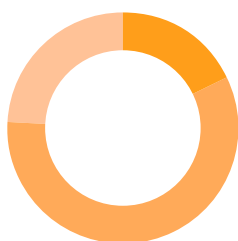
63% formation de niveau secondaire 2 (apprentissage, baccalauréat)

14% formation supérieure (université, hautes écoles)



60% Suisse-sse-s

40% étrangers-ères



13% < 30 ans

57% 30-50 ans

30% > 50 ans

Dans **81%** des cas, la durée de l'endettement est de **trois ans et plus**;

56% des ménages concernés sont endettés **depuis plus de cinq ans**;

30% sont endettés **depuis plus de dix ans**.

¹La médiane est la valeur située au milieu d'une série de nombres lorsque ceux-là sont placés en ordre croissant. Elle constitue un indicateur plus pertinent que la moyenne, qui est fortement influencée par les valeurs extrêmes.

ACTIVITÉS SOCIALES

SERVICE SOCIAL JEUNES

JET SERVICE

Le Service social Jeunes a pour mission l'accueil, l'information, l'orientation, le soutien et la défense des intérêts des jeunes entre 16 et 25 ans, ainsi que des personnes en formation. Le but est de favoriser l'accès, le maintien et l'achèvement de la formation. Il met en œuvre un appui social et juridique sur les questions d'insertion socioprofessionnelle, ainsi que sur l'ensemble des questions financières et juridico-administratives. Cet appui est dispensé lors de permanences ou de consultations individuelles sociales ou encore, menées en tandems interprofessionnels. Sur mandat, Jet Service fonctionne comme service social pour les étudiant-e-s des hautes écoles spécialisées.

Cette année encore, le Service a fait preuve de créativité face au grand nombre de sollicitations. En parallèle, l'équipe s'est impliquée dans la formation des professionnel-le-s et futur-e-s professionnel-le-s du travail social et du droit.

JET SERVICE S'ADAPTE AUX BESOINS

Grâce à ses compétences à la fois généralistes et spécialisées, Jet Service continue d'adapter ses interventions aux besoins des personnes rencontrées. Ces dernières se sont parfois retrouvées devant de nombreuses portes fermées, ne remplissant pas les critères nécessaires pour bénéficier du soutien financier et/ou social des institutions sollicitées. Par exemple, l'équipe a été alertée par la situation des femmes de plus de 25 ans, mères et en formation, qui sont victimes d'une mauvaise coordination entre les régimes d'aide. Cela a fait l'objet d'un article dans le journal des [Nouvelles](#) (le journal du CSP Vaud) de septembre.

PERMANENCE INFO BOURSES

L'adaptation continue aux besoins et l'ouverture à toute situation ont eu pour conséquence que le service rencontre des difficultés pour répondre à toutes les demandes. Les délais pour obtenir un rendez-vous se sont allongés. Afin de remédier à ce problème, Jet Service a ouvert en automne 2022 une nouvelle «Permanence Info bourses» à Lausanne. Collective, hebdomadaire et sur inscription, elle a pu accueillir jusqu'à huit étudiant-e-s ou parents chaque jeudi. Son objectif était de les accompagner et de les renseigner sur le cadre de la

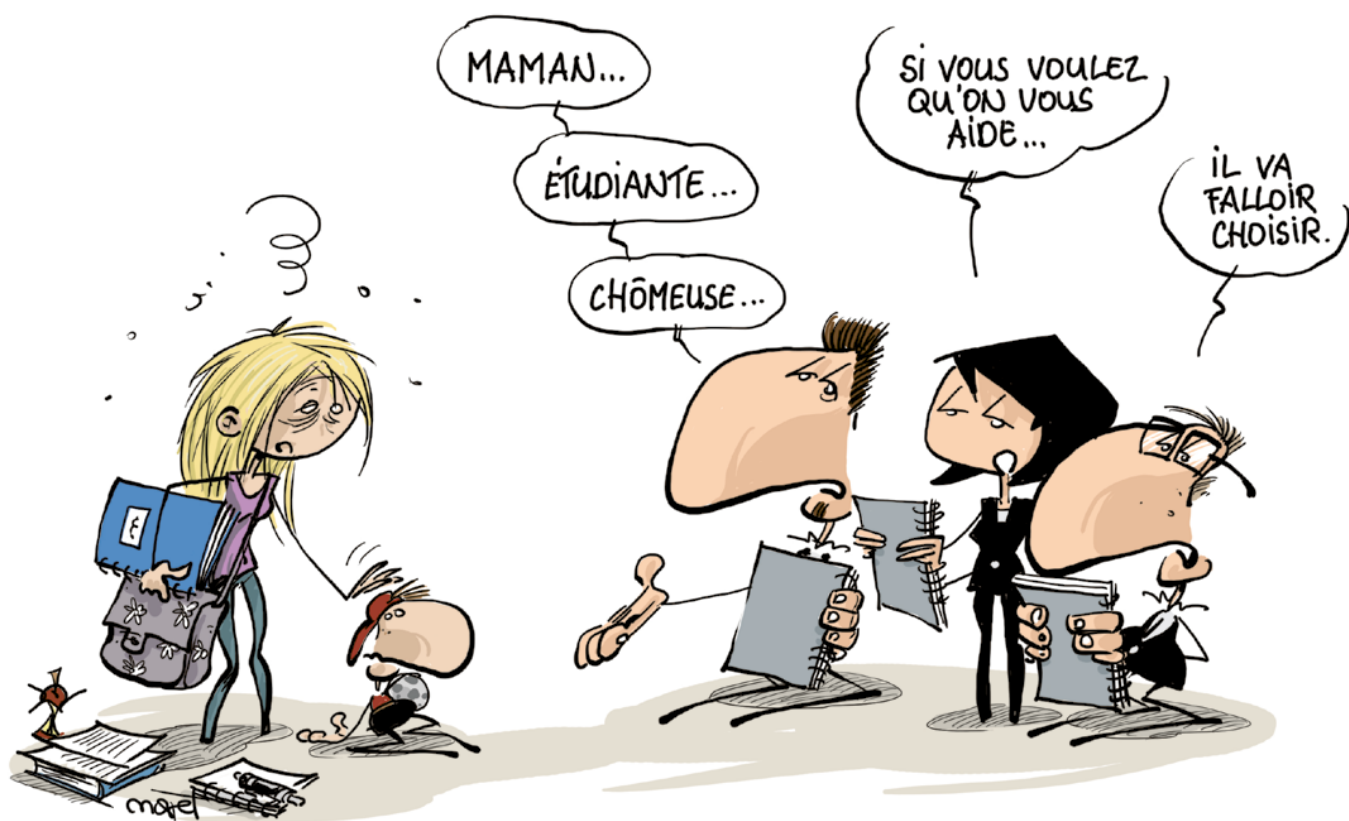
Loi sur l'aide aux études et à la formation (LAEF) ainsi que sur les démarches à effectuer. Ce soutien et ces premières réponses auraient été impossibles à fournir individuellement en raison d'un manque de ressources du service. Toutefois, lorsque les situations l'exigeaient, un rendez-vous et/ou un suivi individuel a été proposé. La permanence s'est maintenue jusqu'en décembre. Le Service évaluera au printemps 2023 la nécessité de la reconduire pour absorber les nouvelles demandes de bourses.

PLATEFORME OCBE (OFFICE CANTONAL DES BOURSES D'ÉTUDES ET D'APPRENTISSAGE)

Longtemps suspendu, le dialogue avec les autorités via la Plateforme OCBE a pu reprendre avec une séance début novembre. La gravité de la situation, notamment eu égard aux obstacles posés par le formulaire de demande en ligne et aux difficultés à accéder aux guichets de l'OCBE, y a été relayée. Le service espère que des améliorations pourront être constatées pour l'année scolaire 2023/2024.

JET FORMATEUR

Jet Service accorde depuis longtemps de l'attention à la formation des professionnel-le-s et au partage de ses connaissances et de ses expériences. En 2022, pour la deuxième année consécutive, il a répondu positivement, à une demande d'intervention de la HETS-FR (Haute école de travail social Fribourg) sur le rapport à l'argent auprès des étudiant-e-s de 1^{re} année de bachelor en travail social.



Puis, sollicitée par la HETSL (Haute Ecole de travail social et de la santé Lausanne), l'équipe a organisé, avec des collègues du SSP, une formation autour du budget et du rapport à l'argent destinée aux étudiant-e-s en 2^e année de bachelor en travail social.

Une collaboratrice du service a également participé à un module du master en travail social proposé par les hautes écoles de Suisse romande et du Tessin, autour des difficultés financières rencontrées par les jeunes suivi-e-s par Jet Service.

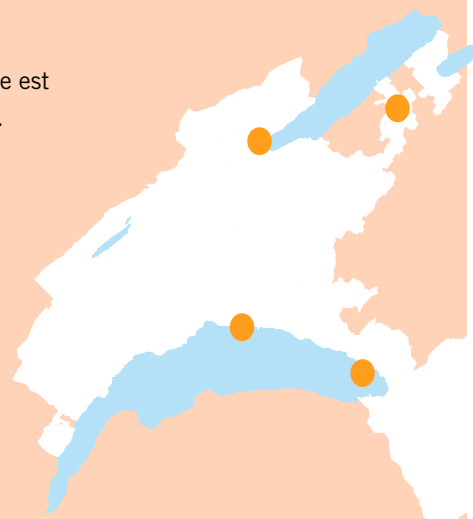
Des activités de formation ont aussi été menées par les juristes de Jet Service, en collaboration avec le Service juridique, d'abord sous la forme d'une contribution à la revue juridique Plaidoyer. L'article [«Jeunes, migrant-e-s et en formation»](#) présentait ainsi aux professionnel-le-s les possibilités de ces jeunes en matière d'autorisations de séjour et de financement envisageable des formations. Par la suite, une des journées de la formation sur le droit suisse des étrangers a été animée sur ce thème.

ÉQUIPE

Naïma Brahimi jusqu'au 30.06
Fanny Cruchon dès le 01.10
Christine Dupertuis
Fanny Manière jusqu'au 30.09
Noémie Hirschy dès le 01.09
Natacha Levrat Thomi dès le 01.11
Mukeshha Ngendahimana
Sophie Perrinjaquet
Talissa Rodriguez
Chloé Simon dès le 01.10
Alexandre Tadic
Alev Ucar

LIEUX

Le service social Jeunes – Jet Service est présent dans quatre lieux du canton.
LAUSANNE
PAYERNE
VEVEY
YVERDON-LES-BAINS



	Usagers-ères	Nouveaux usagers-ères	Consultations – expertises délivrées
Consultations sociales et sociojuridiques	862	603	1'318
Consultations CIAO	121		121
Consultations parents / professionnel-le-s			113
Total général	983	603	1'552

La nouvelle Permanence «Info Bourses» mise en place en mai 2022 a pu conseiller **69** personnes entre mai et décembre.

Consultations



- à des jeunes 93 %
- demandes de parents, professionnel-le-s, écoles 7 %

Domicile des usagers-ères



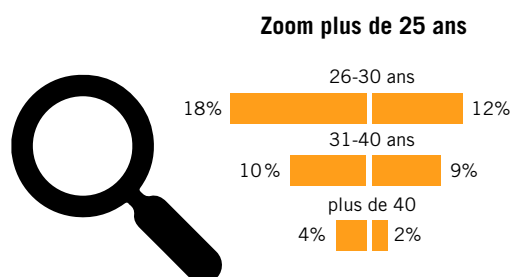
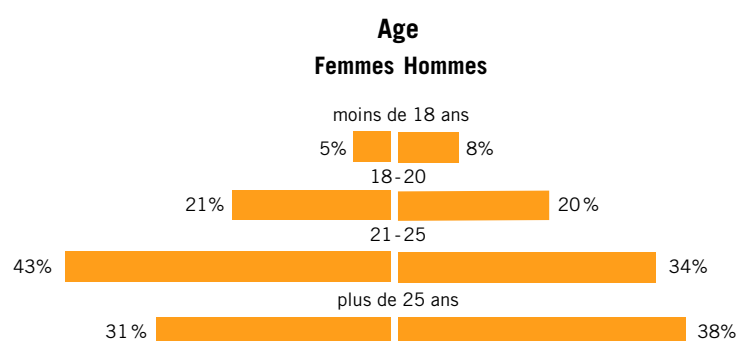
- Lausanne 35 %
- Lausanne région 54 %
- Reste du canton 45 %

Permanences

	Nombre de situations	Pourcentage
Nouvelles situations 2022	603	61 %
Suivis d'années précédentes	380	39 %



- consultations uniques 73 %
- consultations multiples 27 %



Genre

Femmes	533	62%
Hommes	318	37%
Jeunes femmes de moins de 25 ans	327	38%
Jeunes hommes de moins de 25 ans	178	21%

Statut des jeunes



- en emploi ● 6%
- en formation ● 83%
- ni en formation, ni en emploi ● 11%

Statut des jeunes hors formation et hors emploi



- année sabbatique ● 7%
- chômage, RI, AI ● 30%
- rupture de formation ● 45%
- sans solution ● 19%

Niveau de formation des jeunes en formation



- école obligatoire ● 0,9%
- transition ● 8%
- secondaire 2 ● 48%
- tertiaire ● 44%



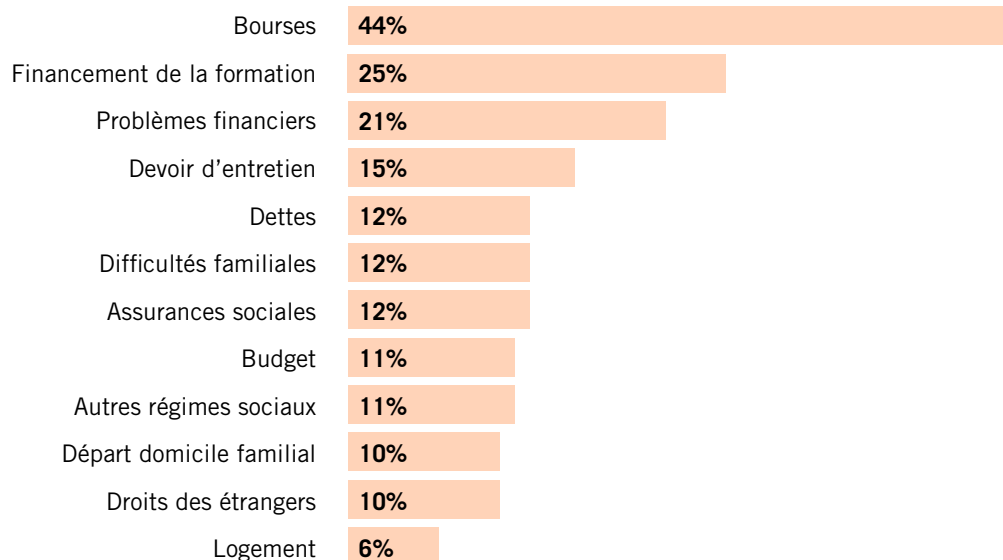
zoom secondaire 2:

54 % en apprentissage dual

zoom tertiaire:

48% en HES
42% à l'Unil, l'EPFL

Motifs de consultation des permanences



ACTIVITÉS SOCIALES

SERVICE SOCIAL

POUR LES IMMIGRÉ·E·S

LA FRATERNITÉ

Le Service social pour les immigré·e·s est ouvert à toute personne étrangère ou Suisse concernée par une problématique de migration hors asile, notamment les questions spécifiques en lien avec le statut légal, le regroupement familial et la sécurité sociale. Il apporte une aide personnalisée et spécialisée dans le cadre des permanences sociojuridiques collectives, anonymes et sans rendez-vous, ainsi que lors de consultations individuelles. Le Service dispense également des formations et des conseils ponctuels aux professionnel·le·s du réseau. Il s'emploie, sur des thèmes particuliers, à améliorer les conditions-cadres liées aux personnes migrantes en s'engageant dans des activités collectives et de lobbyisme.

Le Service a terminé l'implantation des Permanences Info-Conseil Migration sur l'ensemble du territoire vaudois. En sus du soutien individuel aux usagers et aux usagères, La Fraternité a été très active dans ses engagements collectifs.

Le Service continue d'observer les conséquences de la pandémie. Certaines administrations cantonales et fédérales, ainsi que des représentations suisses à l'étranger, accusent des délais de traitement des dossiers particulièrement longs. Ces retards entravent les démarches entreprises en droit des étrangers pour les usagers et les usagères et l'accès à certaines prestations sociales et étatiques. De plus, le Service constate une dématérialisation administrative croissante : les démarches nécessitent désormais un accès et une maîtrise des outils numériques que ne possède de loin pas toute la population.

PERMANENCES RÉGIONALES DANS TOUT LE CANTON

Le déploiement des Permanences Info-Conseil Migration (PICM), dans le cadre du mandat reçu par le Bureau cantonal pour l'intégration des étrangers et de la prévention du racisme, est arrivé à son terme à la fin de l'année 2022. La dernière Permanence Info-Conseil Migration a ouvert en août dans le district de Lavaux-Oron. Chacun des dix districts du canton possède ainsi sa PICM. Ces permanences répondent à un

double objectif : être au plus près des gens et leur offrir un espace d'accueil, d'écoute, d'orientation et d'accompagnement administratif en matière d'intégration, de droit des étrangers et de primo-information.

OBSERVATOIRE ROMAND DU DROIT D'ASILE ET DES ÉTRANGERS (ODAE)

En 2022, La Fraternité continue d'être représentée au sein du comité de l'ODAE romand. Cette représentation a permis non seulement de faire remonter à l'observatoire des constats de terrain, mais également d'échanger régulièrement sur les pratiques et connaissances en matière de droit des étrangers avec les spécialistes d'autres cantons romands.

PAPYRUS VAUD – DÉFENSE DES PERSONNES SANS-PAPIERS

Les demandes de régularisation individuelles pour les sans-papiers avec le soutien de nos organisations ont continué d'être acceptées par les autorités cantonales malgré les exigences élevées de la loi. De plus, cette année, La Fraternité a participé à l'organisation d'une conférence de presse en marge d'une fête pour les 20 ans d'existence du CVSSP. Les témoignages d'employé·e·s sans papiers recueillis à cette occasion ont obtenu une grande visibilité médiatique.

PLATEFORME NATIONALE POUR LES SANS-PAPIERS

La Fraternité continue de participer au pilotage de la [Plateforme sans-papiers suisse](#). Le lobby de la plateforme a abouti à l'acceptation d'une motion chargeant le Conseil fédéral de modifier les bases légales, de sorte que l'accès à la formation professionnelle pour les requérant-e-s d'asile débouté-e-s et les sans-papiers soit facilité.

FEMMES MIGRANTES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES

Dans le cadre de son engagement au sein du Groupe de travail romand «Femmes migrantes & violence conjugale», La Fraternité a continué son travail de lobby dénonçant l'application trop restrictive du droit des étrangers pour les personnes venues par regroupement familial en Suisse quittant un-e conjoint-e ayant recours à la violence. En février 2022, La Fraternité a rencontré une délégation du Groupe d'expert-e-s sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO) chargée de veiller à la bonne mise en œuvre de la [Convention d'Istanbul](#). De plus, le service a rédigé une note d'information et participé au briefing des experts du comité onusien pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF).

Une collaboration étroite avec plusieurs conseillères nationales afin d'informer largement au sujet de la réalité des problématiques vécues par ces personnes s'est poursuivie dans le cadre de l'initiative parlementaire «Garantir la pratique des cas de rigueur en cas de violence domestique selon l'article 50 de la loi sur les étrangers et l'intégration» qui a été mise en consultation fédérale en novembre.



Conférence de presse pour les 20 ans du CVSSP

FINANCEMENT DE L'ÉTAT DE VAUD

Dans le cadre du plan d'action pour une mise en œuvre de la Convention d'Istanbul, le gouvernement vaudois a alloué des fonds et mis sur pied un projet visant à garantir une meilleure prise en charge des personnes migrantes victimes de violences domestiques au statut de séjour précaire ou sans statut. Il renforce notamment sa collaboration avec le CSP Vaud pour leur accompagnement sociojuridique, en accordant un financement au service permettant l'engagement d'une travailleuse sociale supplémentaire.

ASSOCIATION VAUDOISE DE SAUVEGARDE DU LOGEMENT DES PERSONNES PRÉCARISÉES (AVSL)

Le service poursuit ses activités pour la sauvegarde du logement des personnes précarisées et participe au pilotage de l'AVSL. Grâce à une subvention de la Chaîne du bonheur, l'association a confié un mandat de recherche à l'HETSL visant à évaluer le dispositif vaudois d'accompagnement des personnes en situation de précarité résidentielle. www.avsl.ch

ÉQUIPE

Lovena Appasami dès 21.04, jusqu'au 31.07

Karine Boraley

Ariane Brière dès le 14.02 jusqu'au 13.06

Elorie Bussy jusqu'au 08.02

Alfonso Concha

Guadalupe De Iudicibus

Béatrice Favre

Julian Favre

Mégane Lederrey dès le 21.03

Chloé Maire

Sophie Mayerat

Francisco Merlo

Karina Rettich

Myriam Schwab Ngamije

Mirian Veloz

LIEUX

Le Service social pour les immigré-e-s - La Fraternité est présent dans 12 lieux du canton :

AIGLE

CHÂTEAU-D'ŒX

CLARENS

COSSONAY

ÉCHALLENS

LAUSANNE

LE SENTIER

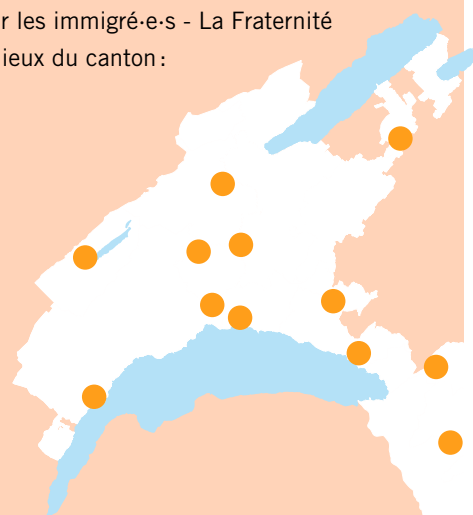
NYON

ORBE

PALÉZIEUX-VILLAGE

PAYERNE

RENENS



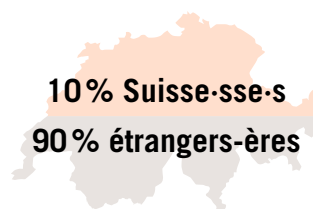
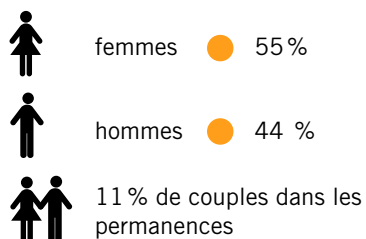
STATISTIQUES LA FRATERNITÉ

	Usagers-ères	Nouveaux usagers-ères	Consultations – expertises délivrées
Consultations de suivi	657	273	1'945
Permanences*	3'031	3'031	2'724
Sous-total	3'688	3'304	4'669
Conseils à des professionnel-le-s			235
Total			4'904

* Permanences Lausanne et régionales PICM : Broye (Payerne), Ouest lausannois (Renens), Jura-Nord vaudois (Le Sentier, Orbe), Riviera (Clarens), Chablais (Aigle), la Côte (Nyon), Gros-de-Vaud (Echallens), Pays-d'Enhaut (Château-D'Oex), Morges région (Cossonay) et Lavaux-Oron (Palézieux-Village).

58% des consultations données en permanences en 2022

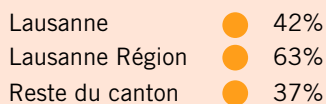
Sur l'ensemble



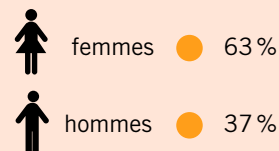
Consultation sur rendez-vous (suivis)



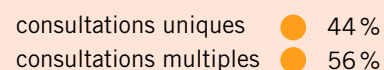
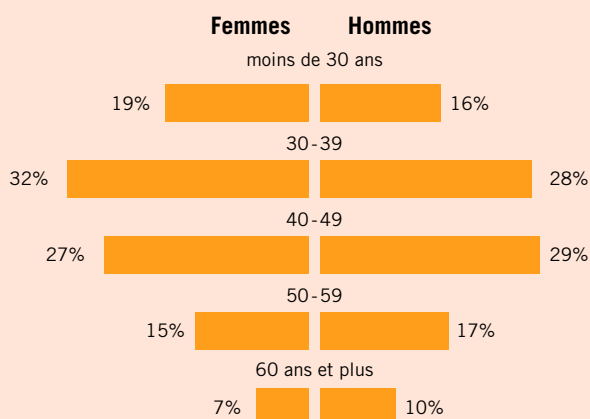
Domicile des usagers-ères



Genre



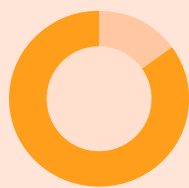
Age



Situations

	Nombre de situations	Pourcentage
Nouvelles en 2022	273	42%
Suivis d'années précédentes	384	58%

Provenance des usagers-ères



19% Européen-ne-s dont	81% Extra-Européen-ne-s dont
6% Portugal	34% Afrique
4% France	17% Amérique du Sud
4% Espagne	

84 nationalités différentes

Permis de séjour



B	50%
C	4%
voie asile	12%
précaires (attente, L, F, sans)	50%

Plus de 100 % car cumuls possibles

Motifs de consultation (occurrences)



statut	100%
famille	53%
• regroupement familial	11%
• mariage, séparation, divorce	10%
• violences conjugales	9%
assurances sociales	15%
santé	11%
emploi	8%
problèmes financiers	5%

Plus de 100 % car cumuls possibles

Consultations dans les permanences

Genre



femmes	54%
hommes	46%

Présence dans le canton



14% moins d'une année
86% plus d'une année

Provenance des usagers-ères



23% Européen-ne-s dont	77% Extra-européen-ne-s dont
8% Espagne	24% Afrique
4% Portugal	19% Amérique du Sud
4% France	17% Europe extra-UE (y c. Suisse-sse-s)

Permis de séjour



B	41%
C	11%
voie asile	18%
précaires (attente, L, F, sans)	45%

Plus de 100 % car cumuls possibles

Motifs de consultation (occurrences)



statut	88%
famille	53%
<i>dont mariage, séparation, divorce</i>	22%
assurances sociales	14%
emploi	5%
naturalisation	4%
autres*	11%

* logement, santé, finances, formation

Plus de 100 % car cumuls possibles

ACTIVITÉS SOCIALES

SERVICE JURIDIQUE

Le Service juridique permet à toute personne de prendre connaissance de ses droits, de ses obligations et de défendre au mieux ses intérêts. Chaque semaine, il assure quatre permanences et dispense des consultations juridiques généralistes et gratuites dans tout le canton. Ces consultations, qui touchent de nombreux domaines du droit, peuvent se limiter à une information ou à un conseil ou déboucher sur des actions juridiques plus conséquentes. En proposant des aide-mémoires sur des thématiques spécifiques destinées au grand public, le service effectue aussi un travail de vulgarisation du droit, favorisant l'autonomie des personnes. Le Service juridique dispense également des formations à l'attention de professionnel-le-s du réseau sociomédical ou des futur-e-s professionnel-le-s.

Soucieux de défendre les droits du plus grand nombre, le Service juridique continue d'allier une intervention rapide lors de ses permanences juridiques et individualisée lors de ses consultations généralistes.

Les permanences juridiques, mises en place depuis 2019, constituent la porte d'entrée aux prestations du Service juridique. Elles permettent à de nombreuses personnes de recevoir rapidement et simplement un premier renseignement juridique et/ou d'obtenir un rendez-vous pour un suivi juridique plus approfondi. Elles sont assurées en collaboration avec l'Accueil du CSP Vaud, qui offre une écoute appropriée et une orientation facilitée sur le réseau social du canton de Vaud.

PERMANENCES JURIDIQUES : TOUJOURS PLUS DE MONDE ET DES CONSTATS TOUJOURS AUSSI PRÉOCCUPANTS

La fréquentation des permanences juridiques est en continuelle augmentation (environ 15% par rapport à 2021), confirmant ainsi que cette prestation répond à un réel besoin.

Comme cette permanence est ouverte sans condition, trois demi-journées par semaine à Lausanne, on a pu constater que des personnes s'y rendaient avec des questions non pas juridiques, mais plutôt d'ordre social, financier, qui doivent par conséquent bénéficier d'une bonne orientation.

Il ressort encore de ces permanences, et des consultations en général, le constat inquiétant d'une évolution vers plus de complexité et de lenteur de certains dispositifs permettant le versement de prestations sociales. Ces prestations versées

sous conditions de ressources peuvent varier de mois en mois, selon la situation des familles, ce qui induit un correctif de la prestation versée a posteriori et bien souvent une demande de restitution plusieurs mois après le versement. Ces décisions de restitution placent trop souvent les familles dans des situations financières encore plus précaires qu'avant leur prise en charge par le dispositif. Il semble, par conséquent, de plus en plus nécessaire de renforcer l'accompagnement social de ces personnes qui sont souvent livrées à elles-mêmes.

PROJET TEST D'UNE PERMANENCE DÉLOCALISÉE

Avec le soutien des communes de l'Ouest lausannois, le service, qui était déjà présent depuis des années dans la région par des consultations individuelles, a tenté en 2022 l'expérience d'ajouter à ces rendez-vous hebdomadaires un accueil en permanence avec la collaboration de l'Accueil. Le but étant d'assurer une meilleure information sociojuridique à la population. Cette nouvelle prestation, bien fréquentée, devra être évaluée dans les premiers mois de 2023.

JEUNES MIGRANT-E-S ET FORMATION

Une collaboration avec Jet Service a permis la rédaction d'un article publié dans la revue juridique *Plaidoyer*. Intitulé «Jeunes migrant-e-s en formation», il se penchait aussi bien sur les autorisations de séjours possibles en lien avec la formation que sur l'accès aux diverses formations et aux possibilités de les financer. Dans la lancée de cette collaboration, une journée de formation aux professionnel-le-s a été mise en place avec les collègues de La Fraternité, ajoutant cette fois un quatrième module à l'offre de formation habituelle sur le droit des étrangers.



Magalie Gafner, juriste, reçoit un usager lors d'une permanence juridique à Renens.

PROJET DE COURTES VIDÉOS INFORMATIVES EN DROIT DE LA FAMILLE

Le Service juridique, qui offre de nombreuses consultations en droit de la famille et qui établit un nombre considérable de conventions d'entretien ou de séparation (166 en 2021, 198 en 2022) s'efforce de proposer des outils de vulgarisation du droit, favorisant ainsi l'autonomie des personnes.

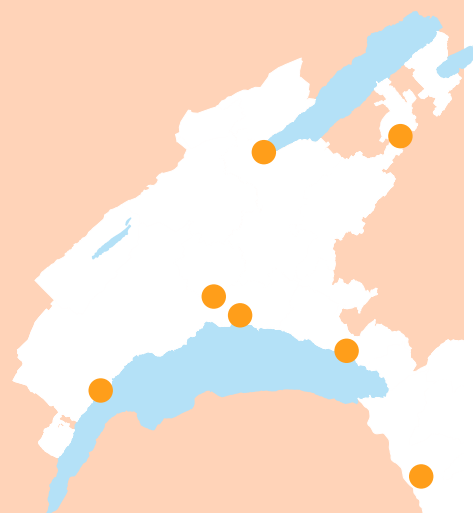
En complément aux divers [aide-mémoires](#) en format écrit que l'on peut trouver en libre accès sur notre site internet, le CSP Vaud a lancé en 2022 le projet de courtes vidéos informatives, notamment en droit de la famille. Avec ces outils adaptés aux moyens de communication actuels, le service vise à toucher un plus large public et à permettre aux personnes concernées d'avoir une meilleure compréhension de leurs droits. Les premières vidéos de vulgarisation devraient être accessibles en juillet 2023.

ÉQUIPE

Delia Devecchi dès le 01.07
Claudia Frick
Magalie Gafner
Florent Gertsch
Denis Martin
Caroline Meraldi
Eline Schwitzguébel

LIEUX

Le Service juridique est présent dans sept lieux du canton.
BEX
LAUSANNE
NYON
PAYERNE
RENENS
VEVEY
YVERDON-LES-BAINS



	Usagers-ères	Nouveaux usagers-ères	Consultations – expertises délivrées
Consultations	1'354	1'197	1'692
Expertise permanence juridique			2'849
Conseils à des professionnel-le-s			173
Total	1'354	1'197	4'714

Permanence juridique

Dans le cadre de la permanence juridique, les juristes ont apporté leur expertise pour répondre à des demandes relayées par l'Accueil.

2'849 renseignements juridiques ont été ainsi donnés.

20 domaines du droit concernés, surtout : famille, assurances sociales, droit du travail, droit des étrangers, droit pénal, du bail, aide sociale...

Les renseignements juridiques délivrés dans le cadre des permanences juridiques ont augmenté de 16% par rapport à 2021.

Domicile des usagers-ères



Lausanne 30%
Lausanne région 53%
Reste du canton 47%

Situations

	Nombre de situations	Pourcentage
Nouvelles situations 2022	1'197	88%
Suivis d'années précédentes	157	12%

Type de consultations



80% de consultations uniques
20% de consultations multiples



45% des consultations donnent lieu à du travail juridique hors entretien

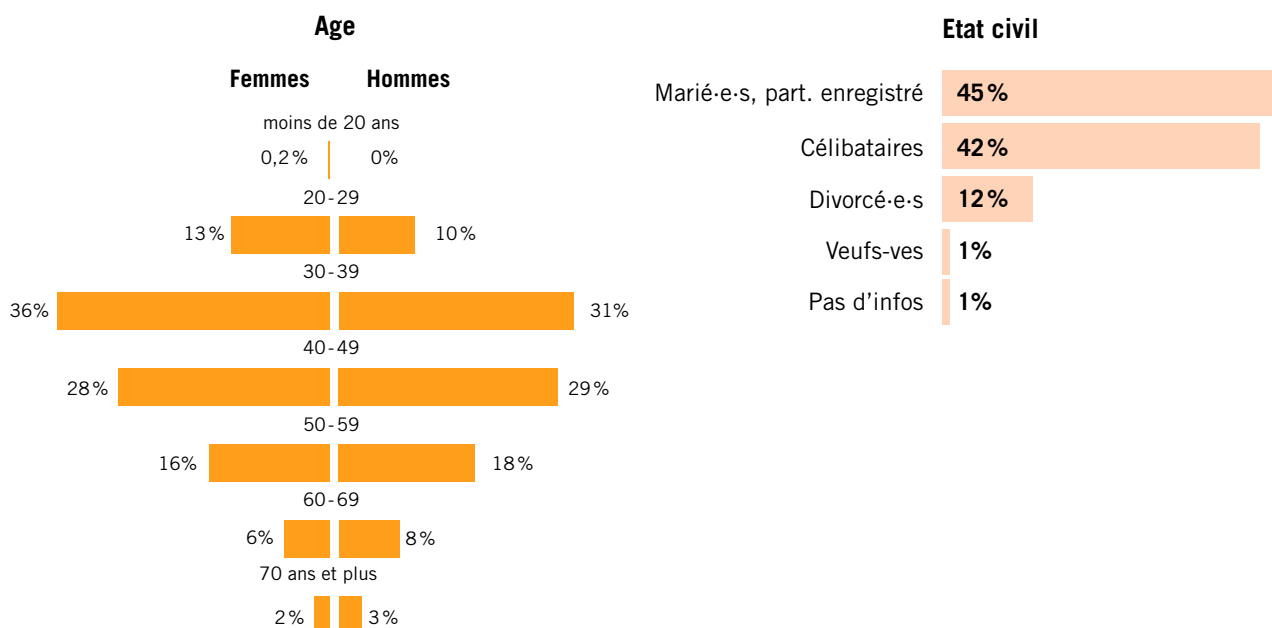
Genre



femmes 60%



hommes 40%



Motifs de consultation selon domaines du droit (par ordre d'importance)



famille	58%
assurances sociales	15%
étrangers	10%
aide sociale	10%
travail	9%
14 autres domaines du droit	14%

Plus de 100 % car cumuls possibles

ZOOM SUR

Détail droit de la famille (dans l'ordre)



contributions d'entretien	69%
séparation	33%
droit de garde	17%
Autorité parentale	8%
divorce	6%

Détail assurances sociales (dans l'ordre)



LACI	27%
PC	26%
LAI	16%
perte de gain	9%
allocations familiales	7%
LAA	7%
LAMal	7%
(y.c. subside OVAM)	

Prestations



information, conseil	73%
action judiciaire	21%
courrier	10%
autre suivi	9%
recours	9%
réorientation	5%

Plus de 100 % car cumuls possibles

SERVICE CONSULTATION COUPLE ET FAMILLE

Le Service consultation couple et famille (CCF) offre une aide d'ordre psychologique et psychosocial à tout couple, ou toute personne en couple, dans la recherche de dialogue et de solutions pour trouver un nouvel équilibre, voire un mieux-être. En tenant compte du contexte familial, social et culturel, il favorise un dialogue constructif et respectueux. La CCF propose également des entretiens de soutien familial et parental, notamment lors d'une séparation ou d'un divorce. Partenaire du programme cantonal Aide & Conseils pour les couples aux côtés de PROFA, la CCF propose des consultations dans six lieux du canton de Vaud. Elle assure, par «Info Couples», un service de consultation par téléphone et messagerie électronique.

Le service observe que les couples reçus en 2022 abordent plus ouvertement la thématique de la violence dans leur couple et leur famille. Par ailleurs, il accompagne fréquemment des couples vivant une situation de recomposition familiale où l'un ou les deux partenaires sont déjà parents.

On observe une augmentation des consultations dans les régions, en particulier à Oron.

VIOLENCE

Depuis la mise en place des campagnes cantonales contre les violences domestiques, les couples ont vécu de plus en plus de prises de conscience. Les partenaires parviennent souvent mieux à identifier la violence dans leur relation et osent aborder le sujet.

Cette violence peut prendre différentes formes – économique, psychologique, verbale, sexuelle – parfois plus difficiles à identifier que la violence physique. Ces différentes formes de violence peuvent se conjuguer au fil du temps en escalade de plus en plus dangereuse : plus les violences sont graves et réitérées, plus le risque d'homicide augmente.

Les professionnel-le-s de notre service reçoivent et peuvent accompagner les couples et les personnes pour mieux dépis-ter et identifier les différentes formes de violence. En créant une relation de confiance et une écoute de la souffrance et des émotions avec bienveillance et respect, en véhiculant

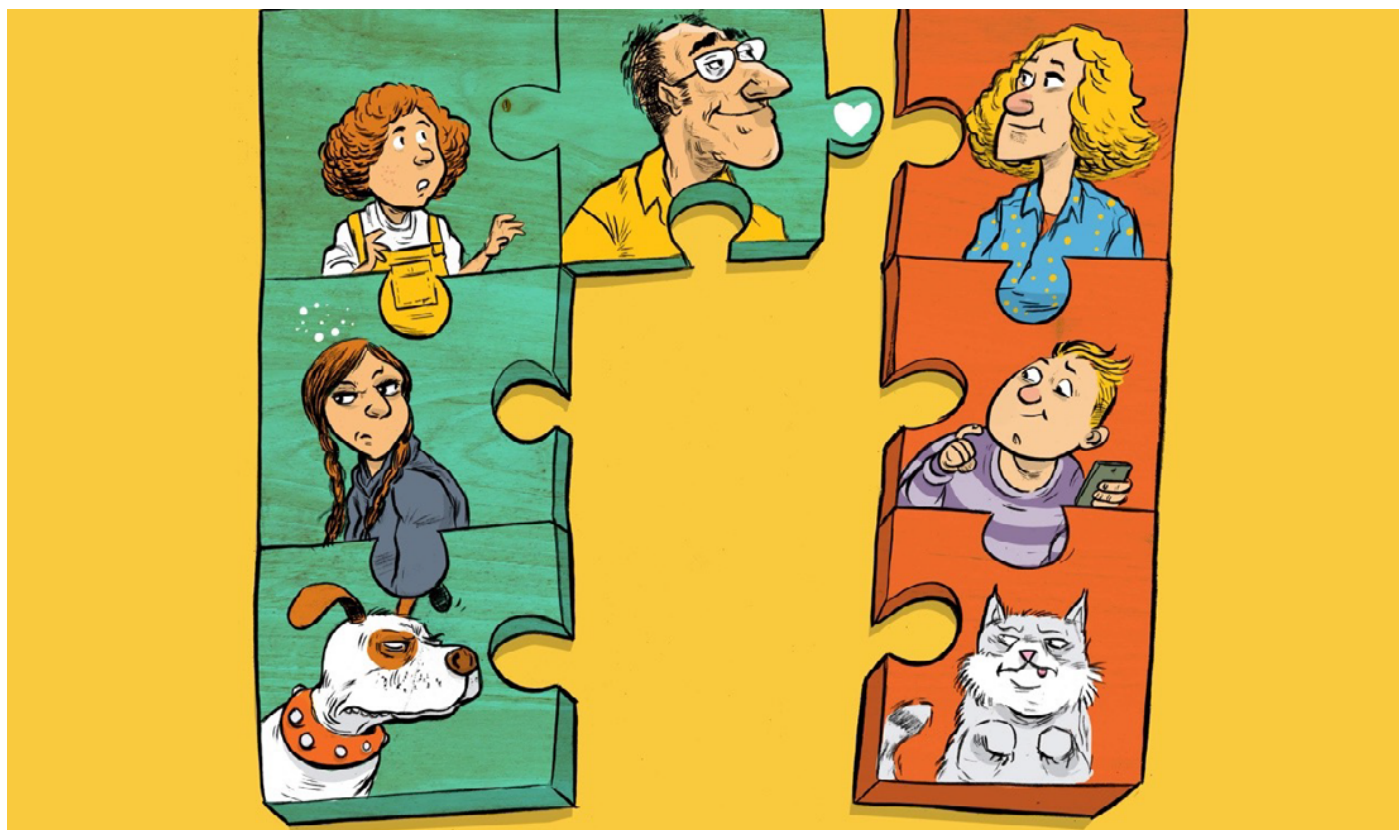
un message clair de soutien et de dénonciation des actes punissables par la loi, la consultation aide les personnes à se positionner dans leur recherche et leur demande d'aide. Parfois, il est nécessaire de rencontrer les partenaires de manière individuelle afin d'éviter l'augmentation de la violence. Le conseiller conjugal ou la conseillère conjugale sensibilise également les couples, lorsqu'ils sont parents, aux conséquences de cette violence sur le développement de l'enfant.

Le service rencontre aussi des situations où les parents souffrent de comportements violents (insultes, menaces...) de la part de leur-s adolescent-e-s.

Il est important de reconnaître ses propres limites en tant que professionnel-le. Lorsque la situation dépasse les compétences du service, le travail se fait en lien avec le réseau et les personnes peuvent y être orientées.

DIFFÉRENTS TYPES DE FAMILLES RECOMPOSÉES

Les difficultés rencontrées par les couples de familles nucléaires (deux parents et leurs enfants) sont multipliées dans le cas d'une famille recomposée. Le moment de la présentation du partenaire aux enfants, la cohabitation avec le beau-père ou la belle-mère, les nouvelles fratries (demi-fratrie), les charges financières sont des étapes fragiles et périlleuses pour le nouveau couple. Les professionnelles de notre équipe parcourent ces étapes avec le nouveau couple pour faire apparaître les problématiques de la dynamique familiale.



© DR

Ces dernières années émergent également les familles recomposées homoparentales. Au sein des couples gays et lesbiens vivant avec leurs enfants, certaines thématiques plus spécifiques viennent s'ajouter.

La question du lieu de vie est également une préoccupation pour tous les couples. Dans le cas de la famille recomposée, le couple ne se sent pas toujours légitime lorsqu'il vit dans des résidences séparées. Faut-il vivre sous le même toit pour être considéré comme une famille recomposée? Cela arrive souvent au début d'une nouvelle relation d'un parent séparé mais dans certains cas, cette situation se prolonge et résulte parfois d'une tentative de cohabitation trop difficile. Pour certains couples recomposés, c'est un choix et cela se vit de manière permanente. Même si chaque partenaire vit sous son toit, la famille recomposée peut se retrouver le temps

d'un week-end ou lors de vacances. Les rôles et charges parentales ne sont pas les mêmes que pour les parents vivant ensemble en permanence.

Dans chacune de ces configurations, aussi différentes et uniques soient-elles, le ou la thérapeute aborde également la question de la place et du rôle de chaque membre de la famille recomposée. Les questions d'éducation et d'autorité parentale sont notamment abordées. Chaque pièce doit retrouver une place dans le nouveau puzzle familial!

FÉLICITATIONS

Le Service est heureux de saluer la réussite de Sara Devaud qui, ayant obtenu son DAS de conseillère conjugale et thérapeute de couple, a pu être engagée en tant que collaboratrice à la suite de son stage dans notre institution.

ÉQUIPE

Antoine Borel, remplacement
du 01.01 au 31.12

Marie-France Courvoisier

Sara Devaud

Jacqueline Gay-Crosier

Patricia Tombois

LIEUX

Le Service consultation couple et famille
est présent dans six lieux du canton.

ÉCHALLENS

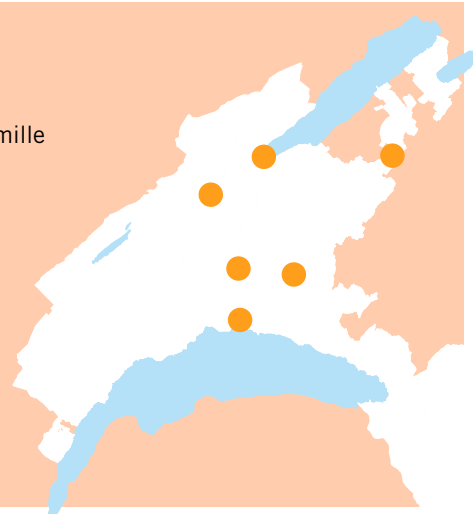
LAUSANNE

ORBE

ORON-LA-VILLE

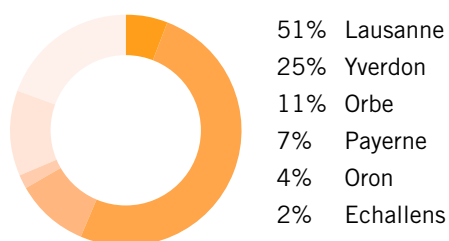
PAYERNE

YVERDON-LES-BAINS

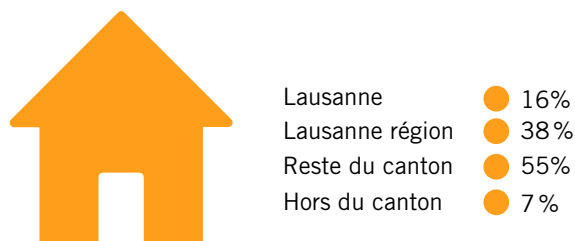


	Situations	Nouvelles situations	Consultations
Consultation Lausanne, Oron, Yverdon, Payerne, Orbe, Echallens	267	204	1'177
Situations de couples	221	163	1'036
Situations de personnes seules	43	40	126
Nombre de personnes reçues	491	368	

Consultations selon lieux



Consultations selon domicile des usagers-ères



Nombre moyen de consultations



En moyenne
4,4
consultations
par situation



1'036 consultations
données à des couples 88%



126 consultations données à
des personnes seules,
dont 101 à des femmes
et 60 à des hommes 11%



15 consultations données à
des familles 1,3%

Situations

	Nombre de situations	Pourcentage	Nombre de personnes
Nouvelles en 2022	204	76%	368
Situations en suivi d'années précédentes	63	24%	123



267 situations reçues dans l'année
491 personnes reçues



221 situations de couples
43 situations de personnes seules
(sans partenaires), dont
30 femmes et 13 hommes

83 %
16 %

Parmi les couples ayant consulté



134 marié-e-s 61%



114 avec des enfants 74%

Parmi les personnes ayant consulté seules

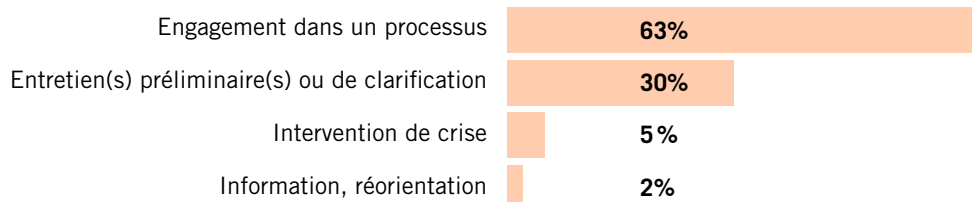


30 marié-e-s 70%

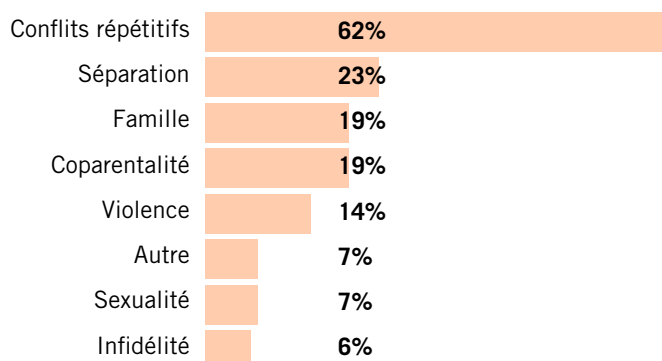


33 avec des enfants 77%

Type de consultations données



Motifs de consultation



PRÉVENTION DE L'ENDETTEMENT NON MAÎTRISÉ DES JEUNES

PAR JET SERVICE ET LE SERVICE SOCIAL POLYVALENT

Le Service social polyvalent (SSP) et le Service social Jeunes (Jet Service) déploient ensemble des actions de prévention de l'endettement non maîtrisé des jeunes dans le cadre du Programme cantonal de prévention du surendettement. Des ateliers de prévention en milieu scolaire et extrascolaire sont dispensés avec pour objectif de permettre aux jeunes d'acquérir les notions et la compréhension nécessaires à leur gestion administrative et financière. Le but est de favoriser leur autonomie grâce à l'amélioration de la capacité à faire des choix. Ce qui leur permet également d'éviter les pièges de la société de consommation. La mise en œuvre du programme vise à démultiplier et à pérenniser l'intervention préventive, en impliquant, sensibilisant et formant les personnes qui entourent les jeunes visé-e-s (corps enseignant, médiateurs et médiatrices, animateurs et animatrices, etc.).

L'équipe de prévention du CSP Vaud a mené des ateliers auprès des publics les plus variés, de l'école obligatoire aux hautes écoles spécialisées (HES), en passant par des classes d'accueil, des institutions spécialisées ou des organismes de mesure d'insertion.

L'équipe de prévention a animé 65 ateliers dans le post-obligatoire (écoles professionnelles-écoles des métiers, gymnases et établissements de la transition), 18 ateliers à l'école obligatoire, 6 stands dans les HES, 1 Dîner Quiz à Gland ainsi qu'un atelier à l'établissement pénitentiaire de Palézieux. 48 réponses ont été données aux questions d'internautes sur le site ciao.ch et sa plateforme ontecoute.ch (pour les 18-25 ans).

Neuf ateliers ont été menés à l'Ecole de l'Accueil, qui réunit des jeunes issus de la migration et/ou apprenant le français. Cet atelier permet de décrypter un contrat de fitness (avec l'aide d'un lexique) et de comprendre une facture.

L'ÉCOLE OBLIGATOIRE

La demi-journée de prévention destinée aux élèves de 10^e et de 11^e année de l'école obligatoire a eu lieu à l'Etablissement secondaire d'Orbe (pilote). Elle comprend un spectacle de théâtre forum (Parlons Cash par la Compagnie Le Caméléon) et un atelier à choix : un débat autour de l'argent (La Jeunesse Débat par l'ONG YES) ou un atelier mené par le CSP Vaud. Sept classes de 11^e année y ont participé avec leurs enseignant-e-s.

L'atelier du CSP Vaud aborde l'argent des jeunes (argent de poche, gagné via un petit job, reçu, etc.), les envies et les besoins. Et il permet aux élèves de réaliser le budget d'un-e jeune en apprentissage ou au gymnase. Il peut être mené de manière autonome, ce qui a été le cas à l'établissement secondaire de Renens pour 14 ateliers.

Le retour des enseignant-e-s relève la pertinence des contenus et le lien très aisé avec l'enseignement. Selon un test réalisé précédemment, les élèves apprécient de pouvoir «exposer leur



© Archives Fondation La Source

Trois étudiantes de l'Ecole de la Source testent le jeu de l'oie sur l'argent encadrées par Alev Ucar de l'équipe de prévention du CSP Vaud.

point de vue librement». L'action de prévention a renforcé leurs connaissances : «Il y a beaucoup de choses à payer auxquelles on ne pense pas forcément, ce n'est pas aussi simple à gérer que ça en a l'air.»

L'HESAV

L'action destinée aux étudiant-e-s de l'HESAV a été repensée avec l'association des étudiant-e-s. Afin de toucher un maximum de personnes, deux «Journées Fric» ont été menées, accompagnées par une présence sur les réseaux sociaux (compte Instagram de l'ASSIDE-HESAV sur lequel les étudiant-es pouvaient poser des questions sur le thème de l'argent, et via de courtes séquences vidéo de réponses aux questions enregistrées au stand).

GYMNASES, FOYERS ET AUTRES

L'action de prévention par les pairs menée au Gymnase intercantonal de la Broye a été finalisée. Des ateliers pour des jeunes dans des foyers (APAC, Fondation La Rambarde à Lausanne) et en mesure d'insertion (Ginkgo à Vevey) ont été menés, ainsi qu'un atelier pour de jeunes hommes incarcérés, à la demande du service social.

Une coordination des actions de prévention à l'attention du public plus jeune (formation post-obligatoire) a été faite avec l'Administration cantonale des impôts.

De manière générale, les jeunes sont au courant du coût de la vie et se montrent assez critiques (cherté des loyers, de l'assurance maladie et des frais médicaux, y compris les frais dentaires). Plusieurs jeunes font état de mauvaises expériences avec des sociétés de recouvrement de dettes. Certain-e-s étudiant-e-s, notamment dans les HES, déclarent souffrir de «phobie administrative». Les jeunes s'expriment aussi sur les dépenses socialement considérées comme légitimes ou illégitimes («Ah moi, je *gaspille* trop pour les habits») : parler d'argent est l'occasion de débattre sur la liberté que procure l'argent, les contraintes que le manque d'argent génère.

La posture de non jugement facilite un contact direct à la pause, parfois en lien avec la situation des parents. Cela permet de donner une première réponse sans avoir besoin de fixer un rendez-vous.

Une présentation à l'Association des parents d'élèves du Jorat a été l'occasion de sensibiliser les parents aux questions d'argent relevant à la fois du rôle de la famille et de l'école.

LES FICELLES DU BUDGET DES QUATRE CSP

Les CSP Vaud, Genève, Neuchâtel et Berne-Jura ont obtenu un soutien financier de la Loterie Romande pour actualiser les outils utilisés dans les ateliers de prévention du surendettement. Ils seront tous terminés en 2023.

ACTIVITÉS SOCIOCOMMERCIALES

SERVICE DE RAMASSAGE ET DE VENTE D'OBJETS D'OCCASION

Les Galetas sont des lieux de vente de seconde main de vêtements, de meubles, de vaisselle, d'électroménager, de livres, de disques, de jouets, de bijoux, etc. Ils proposent des objets de première nécessité en bon état à des prix abordables à un public disposant de peu de moyens. Les bénéfices générés soutiennent les prestations sociales offertes gratuitement par les services du CSP Vaud. Des petites équipes professionnelles s'entourent de bénévoles qui contribuent au travail de tri, d'exposition et de vente. Le service reçoit et va chercher à domicile tout article en bon état, susceptible d'être vendu. Il effectue en outre des débarras facturés sur devis.

De nombreux changements ont eu lieu dans les Galetas : l'identité visuelle, l'élargissement des horaires, des transformations de l'achalandage et l'ouverture d'un nouveau lieu de vente à Renens. Ce fut une excellente année pour les magasins, qui ont réussi à augmenter leur fréquentation et chiffre d'affaires tout en restant fidèle à leurs valeurs écologiques et sociales.

LA COMMUNICATION POUR MIEUX FAIRE LE LIEN

Il était temps de renouveler la signalétique des magasins défraîchis par l'âge et la météo. Une belle opportunité s'est ainsi présentée pour repenser l'identité visuelle des Galetas, la simplifier et créer le lien avec l'institution. Le but a notamment été de rendre visible auprès de la clientèle le rôle des Galetas dans le financement des prestations sociales du CSP Vaud.

Le logo des Galetas reprend désormais l'ellipse et la couleur orange du CSP Vaud. A l'intérieur de l'ellipse, un grand G pour Galetas, qui fait aussi penser à une flèche de rétroaction, symbole du recyclage. «Les Galetas du CSP Vaud» devient ainsi la nouvelle marque qui permet de faire cette corrélation entre le



Amar Lefrad au volant du camion avec le nouveau logo.

nom de l'institution et l'activité de seconde main de manière simple et directe. Le pluriel indique sans plus de doute qu'il y a plusieurs magasins. Les boutiques à Morges, à la Palud et à Renens deviennent aussi des Galetas du CSP Vaud, renforçant d'autant plus la notoriété de la marque.

Le CSP Vaud a aussi engagé une créatrice de contenu digital pour la mise en valeur des magasins sur les réseaux sociaux (Facebook, Instagram, TikTok). L'objectif est d'augmenter la visibilité des Galetas auprès des jeunes.



Visite guidée des différentes espèces d'arbres à l'Arboretum.

UNE BELLE SORTIE AVEC LES BÉNÉVOLES

Les 135 personnes qui s'engagent bénévolement pour faire vivre les Galetas mais aussi les instances dirigeantes du CSP Vaud (comité, bureau, commission de gestion) se sont retrouvées le temps d'une journée à l'Arboretum du vallon de l'Aubonne. Une conférence sur la durabilité du secteur de la seconde main a été suivie d'un repas et d'une visite guidée du magnifique parc de l'Arboretum. Une journée réussie dans une ambiance chaleureuse qui a permis de rendre hommage à cette incroyable équipe de bénévoles qui met ses compétences et son temps gratuitement à disposition.



Voir les photos de la journée :

<https://bit.ly/3VneWIA>

Ouvrez l'appareil photo de votre iPhone (ou votre appli lecteur de code QR sur Android) et visez le code QR.

L'OUVERTURE D'UN NOUVEAU GALETAS À RENENS

Dans cette optique de développement et de visibilité, une nouvelle boutique d'habits a ouvert le 5 novembre à Renens. De nombreuses prestations sociales sont dispensées dans cette région, et maintenant qu'un Galetas s'y est établi, la population peut jouir d'une belle panoplie des services du CSP Vaud sur son territoire. Un grand merci à tous les donateurs et donatrices qui ont contribué au financement participatif (*crowdfunding*) et à la Ville de Renens. Ces soutiens bienvenus ont permis d'assumer les coûts des travaux et de l'aménagement du magasin.



Voir les photos de l'intérieur du magasin :

<https://bit.ly/3U5tUng>

Ouvrez l'appareil photo de votre iPhone (ou votre appli lecteur de code QR sur Android) et visez le code QR.



Patricia Zürcher Maquignaz et Karine Clerc, municipales de la Ville de Renens ont inauguré le Galetas de Renens.

LA BLÉCHERETTE

Les résultats financiers de l'année sont excellents grâce à une année pleine de nouveautés. D'importantes modifications en matière d'aménagement et d'horaires ont permis de répondre aux besoins évolutifs de la clientèle. De nouveaux horaires ont été introduits, dont l'ouverture jusqu'à 15h le samedi. De plus, l'équipe du Galetas de La Blécherette a fourni un gros travail de soutien pour l'installation du nouveau magasin à Renens et les transformations du magasin de la Palud.

MONTREUX

Au Galetas de Montreux, on peut souligner le record de débarras pour 2022, effectués grâce à la participation d'un civiliste. Le chiffre d'affaires cette année encore est supérieur au budget. L'engouement d'un public jeune pour les vêtements et les bibelots en tous genres a été particulièrement marqué.

MORGES

Dès le printemps, les horaires d'ouverture ont pu être augmentés. Et cela, comme à la Blécherette, grâce à l'arrivée de nombreuses personnes bénévoles.



L'aménagement du 2^e étage a bénéficié d'une attention particulière.



L'équipe du Galetas de Payerne devant la nouvelle vitrine.

PALUD

Un changement d'envergure a été opéré dans ce magasin en plein cœur de la ville. Tout l'étage supérieur a été transformé en boutique de vêtements, favorisant l'arrivée d'une nouvelle clientèle.



Voir les transformations par étape :

<https://bit.ly/40EisBv>

Ouvrez l'appareil photo de votre iPhone (ou votre appli lecteur de code QR sur Android) et visez le code QR.

PAYERNE

L'équipe du Galetas de Payerne a vécu une belle année riche en expériences. Le magasin, sans cesse en évolution, voit arriver chaque jour de nouveaux et nouvelles client.e.s et donateurs-trices. L'équipe a fort à faire entre la fréquentation croissante du magasin et la réception des meubles et des objets qu'elle engendre. D'où la nécessité d'augmenter les ressources, tant du point de vue du nombre de bénévoles, que des salariés.

REMERCIEMENTS

Le CSP Vaud remercie de tout cœur les bénévoles qui chaque semaine, sans relâche, se relayent pour donner vie aux différents magasins. Gratitude aussi aux donatrices et aux donateurs qui choisissent le CSP Vaud pour accorder une nouvelle vie à leurs meubles et à leurs objets. Et reconnaissance à toute la clientèle, qui par ses achats contribue à soutenir des personnes en difficulté.

Nous souhaitons aussi transmettre un immense merci à ces grandes dames qui ont arrêté leur activité bénévole en 2022 :

Denise Zambelli, depuis 1979 : 43 ans!

Christiane Michoud, depuis environ 30 ans

Mariette Germain, depuis plus de 20 ans

Anne-Lise Bourquin, depuis 20 ans

Soazig Kolb, depuis 20 ans

Virginia Wehrli, après plus de 15 ans

STATISTIQUES

	Nombre de tickets par jour (moyenne)	Nombre de ramassages	Débarras facturés	Civilistes	Mesures de réinsertion
Galetas de la Blécherette	130	220	21	5 pour 11 mois au total	6
Galetas de Payerne	70	500 et livraison comprise	0	2	3
Galetas de Montreux	110	385	15	2	1
Galetas de la Palud	26	pas de ramassages	0	0	0
Galetas de Morges	15	pas de ramassages	0	0	0
Galetas de Renens	22	pas de ramassages	0	0	0

	Nombre de bénévoles	Nombre d'heures bénévoles effectuées dans nos magasins, total sur l'année
Galetas de la Blécherette	38 au total (22 femmes + 14 hommes)	5'000
Galetas de Payerne	20	3'178
Galetas de Montreux	33	17'000
Galetas de la Palud	19 au total (17 femmes + 2 hommes)	2'800
Galetas de Morges	12 au total (12 femmes)	1'600
Galetas de Renens	11 au total (11 femmes)	depuis le 5 novembre 2022 = 500

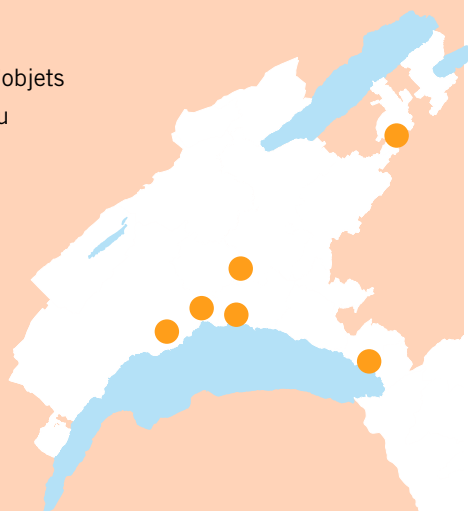
ÉQUIPE

Jérôme Aigroz
Nathanaël Duttweiler
Olivier Gretler
Amar Lefrad
Yannick Martin
Cédric Maulaz
Françoise Roux
Eric Schaffter
Olivier Walter
Adrien Pernet, chargé de projet
 et l'ensemble des bénévoles

LIEUX

Le Service de ramassage et de vente d'objets d'occasion est présent dans six lieux du canton.

LAUSANNE
LE MONT-SUR-LAUSANNE
MONTREUX
MORGES
PAYERNE
RENENS



ACTIVITÉS DE SOUTIEN

LES RESSOURCES

TRANSVERSALES

Le Service soutien regroupe des fonctions transversales dotées des compétences et des ressources nécessaires en organisation institutionnelle, politique et actions sociales, finances, secrétariat, intendance, informatique et IT, communication et ressources humaines. Il exerce une fonction de soutien auprès de la directrice ou du directeur, des services et des membres de l'équipe.

DIRECTION STRATÉGIQUE

La Direction stratégique (Dirstrat), composée de la directrice, de la responsable des questions institutionnelles, du responsable de l'action sociale et de la responsable de politique sociale et recherche, a déployé ses activités pendant toute l'année pour traiter les questions intra- ou inter-services ou en lien avec la mise en œuvre des prestations sociales et des activités sociocommerciales. Cette année, la Dirstrat s'est particulièrement investie dans les chantiers suivants :

- Renforcement et valorisation des activités sociales grâce à un bilan du fonctionnement du CSP Vaud effectué en début d'année avec une vision prospective globale des difficultés observées. Cette démarche participative a mis en lumière les besoins : plus de temps pour les activités de coordination, renforcement du soutien aux services, renforcement de la capacité à prendre en charge des situations polyvalentes, création d'un poste de politique et recherche sociales pour, entre autres, répondre aux sollicitations externes. Un financement spécifique supplémentaire a été demandé à la Direction de l'insertion et des solidarités (DIRIS) et partiellement obtenu, notamment pour la création d'un poste d'assistant-e social-e généraliste supplémentaire.
- Recrutement et engagement d'un nouveau responsable de l'action sociale, Dietrich Choffat.
- Suite et fin du dispositif de soutien de crise (aides d'urgence) financé par la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS).
- Pilotage de la réflexion autour de la création d'une nouvelle fonction d'AS généraliste en collaboration avec les services concernés.
- Suivi des discussions avec la DIRIS sur le renouvellement de la convention qui lie le CSP Vaud à la DGCS.
- Finalisation et publication d'une recherche sur les besoins

RIVIERA POUR VOUS

Le CSP Vaud a participé à l'appel à projets «Vaud pour vous» lancé par la DIRIS dans le cadre d'un nouveau programme d'appui social à la population, permettant de mieux utiliser et coordonner les prestations existantes.

En collaboration avec Caritas Vaud et l'ARAS Riviera (Association régionale d'action sociale), il a monté et soumis un projet ambitieux et innovateur – Riviera pour vous – qui vise l'amélioration de l'accès des personnes à l'information sociale et aux conseils en matière de droits sociaux, ainsi qu'aux prestations sociales. Ce projet souhaite contribuer à la diminution du non-recours, et repose sur des pratiques novatrices, une mutualisation des compétences et un nouveau mode de collaboration interinstitutionnelle décloisonnée. Celui-ci verra le jour à Vevey à l'automne 2023, puisqu'il a été retenu par le comité de pilotage cantonal sur une trentaine de projets déposés.

- sociaux mis en évidence par les aides financières octroyées entre 2019 et 2021, mandat confié à la HETSL par le CSP Vaud et Caritas Vaud (grâce à un financement privé).
- Rédaction du dossier de presse pour la campagne annuelle des quatre CSP sur la précarité des familles, participation à la conférence de presse et réponses aux nombreuses sollicitations des médias très intéressés par cette thématique directement en lien avec la période d'inflation générée par la guerre en Ukraine.
- Participation au Conseil professionnel de la HETSL.
- Collaboration avec l'Observatoire des précarités de la



L'événement public de lancement de l'Observatoire des précarités de la HETSL a eu lieu à la Salle de la Fraternité le 12 mai 2023.

HETSL : notamment prise de parole lors de la conférence de presse de lancement en février et mise à disposition de la Salle de la Fraternité pour l'événement public de lancement au mois de mai.

- Réponses à des consultations : en défaveur de la limitation des prestations d'aide sociale octroyées aux ressortissants d'États tiers (loi sur les étrangers et l'intégration (LEI), en mai), et en faveur de la suppression de toute discrimination subie en raison du droit interne en matière de regroupement familial (LEI, en décembre).
- Accompagnement et soutien aux initiatives en faveur de la régularisation des travailleurs et travailleuses sans papier (Papyrus Vaud) et de la sauvegarde du logement des personnes précarisées (www.avsl.ch).
- Statistiques : travaux d'amélioration des relevés statistiques et accompagnement du développement de la base de données PAX.
- Suivi des activités du Groupe de travail «fonctionnement participatif», accompagnement et mise en œuvre des outils d'intelligence collective dans les colloques internes.
- Poursuite du développement stratégique du Service de ramassage et de vente d'objets d'occasion (RAVEO).
- Pilotage du renforcement de la prise en charge des femmes migrantes victimes de violence conjugales à La Fraternité grâce à un soutien financier spécifique du Canton.
- Poursuite du travail de soutien aux accueils de Beau-Séjour, de Jet Service et de La Fraternité.
- Accompagnement des projets spécifiques liés au déploiement cantonal des Permanences Info-Conseil Migration, et des Permanences sociojuridiques Jeunes dans le Nord vaudois et la Broye.
- Réflexions en vue de l'élaboration d'un projet collaboratif afin de répondre à l'appel d'offres cantonal «Vaud pour Vous» et participation au comité de sélection des projets.
- Accompagnement de la mise sur pied d'une nouvelle permanence juridique à Renens dans le cadre du partenariat avec l'ARASOL (Association régionale pour l'action sociale

DES ÉTUDIANT-E-S DE LA HETSL AU CŒUR DES SERVICES

La HETSL a coconstruit avec le CSP Vaud un module d'approfondissement intitulé «L'innovation en travail social et les enjeux de la participation». Ce module vise un double objectif : former des étudiant-e-s à la méthodologie de l'innovation (diagnostic, conception et évaluation) et aider le CSP Vaud à promouvoir la participation des personnes usagères en son sein. Dès septembre, quinze étudiant-e-s, réparti-e-s en trois groupes, chacun supervisé par un-e professeur-e, ont pu s'immerger dans les activités de La Fraternité, de Jet Service et celles liées à la gouvernance. Leur présence, à raison d'une journée pendant sept semaines, leur a permis d'éprouver la démarche de développement de projet en étant confronté à un contexte professionnel et d'expérimenter les apports du croisement des expertises. Pour le CSP Vaud, au-delà de soutenir l'opportunité offerte à une nouvelle génération de professionnel-le-s en travail social d'être formée à une démarche participative, les apports découlant de la méthode sont vraiment importants.



La volée des étudiant-e-s de la HETSL entouré des professeurs de la Haute Ecole et des répondantes du CSP Vaud.

dans l'Ouest lausannoise) avec le Service juridique et celui de l'Accueil.

- Amélioration de la prise en charge des questions liées à la santé au travail, organisation de supervisions.

Travaux sur une révision de la grille salariale lancés !

Sur mandat du comité, la directrice, appuyée par les compétences spécifiques d'aduna romandine, a élaboré un projet de révision de la grille salariale qui a été présenté à l'équipe et au comité fin août. Une phase de consultation a démarré et s'est poursuivie durant l'automne.

L'Assemblée générale

L'Assemblée générale ordinaire s'est déroulée le 13 juin dans la salle de la Fraternité. Les comptes 2021 et le budget 2023 ont été adoptés à l'unanimité.

COMPTABILITÉ ET FINANCES

Les comptes 2022 ont été bouclés de manière conforme aux normes Swiss Gaap RPC. Des dépenses maîtrisées conformes au budget, les bons résultats de la recherche de fonds et surtout les excellents chiffres d'affaires réalisés par les Galetas ont permis de terminer l'année sans le déficit annoncé initialement.

SECRÉTARIAT INSTITUTIONNEL

Le secrétariat est organisé autour de trois axes principaux : la gestion du secrétariat courant (courrier, téléphone, mails, etc.) et des infrastructures (locaux, téléphonie, informatique, etc.), le soutien aux activités institutionnelles (colloque général, bureau, comité, AG) et le soutien aux services sociaux (statistiques, archivage, mise en page, formations, etc.). Cette organisation a permis d'absorber l'importante charge de travail tout au long de l'année.

IT & BASE DE DONNÉES

La nouvelle chargée de projets IT&BD engagée fin 2021 a lancé le chantier de l'amélioration de la base de données PAX qui recense les informations relatives à la prise en charge des usagers et des usagers du CSP Vaud, travail pour lequel les ressources manquaient cruellement. Un module supplémentaire a été notamment ajouté permettant la gestion des aides financières d'urgence. De nouveaux relevés de données ainsi que les bases de l'archivage numérique ont également été introduites. La chargée de projet assure désormais aussi le soutien informatique et IT pour toute l'institution avec l'appui d'une expertise externe.

RESSOURCES HUMAINES

L'année 2022 s'est caractérisée par un nombre important de recrutements en raison de départs, de remplacements et de nouveaux postes à pourvoir pour 2023. Au total, ce ne sont pas moins de 26 processus de recrutement qui ont été finalisés pendant l'année. Cette situation a généré des besoins en remplacements et a nécessité de réorganiser parfois les activités pour pouvoir gérer au mieux les effectifs réduits. Des moyens supplémentaires ont été mis à disposition.

Ces mesures n'ont pas pu éviter complètement un sentiment de fatigue partagé assez largement par l'équipe sociale confrontée par ailleurs au contexte post-Covid et de crise liée à la guerre en Ukraine, qui a également touché les usagers et les usagers. Le CSP Vaud a mis un accent particulier sur la prévention des risques psychosociaux au travail grâce au recours à une personne de confiance externe à l'institution (de l'entreprise spécialisée en la matière crise.ch), à laquelle les collaborateurs et les collaboratrices peuvent s'adresser en cas de difficultés sur la place de travail. Cette démarche a été complétée par l'organisation d'une conférence sur le burnout et sera poursuivie en 2023 par l'organisation d'ateliers conduits par une spécialiste de la santé au travail.

L'annonce de quatre heureux événements a entraîné des demandes de congés maternité, dont celui de la chargée des ressources humaines à partir de juillet. Son remplacement a été assuré par le biais d'aduna romandie.

C'est avec succès que Ceyda Uçurum, apprentie employée de commerce du CSP Vaud, a terminé son cursus après trois ans de formation. L'expérience se poursuit avec un apprenti de 1^{re} année qui a rejoint le Service soutien en août 2022.



Repas en l'honneur de la réussite du CFC de notre apprentie Ceyda (au centre de l'image)! Un grand bravo à elle et le plein de succès pour la suite de son parcours professionnel.

COMMUNICATION

Un seul orange

Pour faciliter la reconnaissance de la marque CSP Vaud, un travail a été réalisé pour unifier les couleurs orange utilisées sur les différents supports papier, panneau, bache, vitre, etc. A présent, l'orange du CSP Vaud – rendu un peu plus pêche – devient l'unique orange pour l'institution, les Galetas, le journal et l'emballage de notre célèbre chocolat.

La mise à jour de la signalétique

Ce changement de couleur a permis aussi une mise à jour complète et bienvenue de la signalétique du CSP Vaud, de ses services, ainsi que de ses magasins (voir page 32). Cette évolution amènera certainement sa pierre à l'édifice de l'image positive et dynamique qu'a l'institution dans l'esprit des Vaudoises et des Vaudois.

La campagne des quatre CSP

Jeudi 15 septembre, les quatre CSP de Suisse romande tenaient à Genève leur conférence de presse annuelle portant, cette fois, sur l'aide aux familles en temps de crise. La complexité et l'inadéquation des dispositifs existants méritaient d'être questionnées à l'heure où, déjà fragilisées par la pandémie, les familles rencontraient de nouveaux obstacles avec l'inflation et la pénurie énergétique.

Le slogan de la campagne se voulait double : «La précarité a un visage, la solidarité aussi». Chacun-e peut être concerné-e



Les directrices et les directeurs cantonaux et Caroline Regamey (2^e depuis la gauche), responsable de politique et action sociales au CSP Vaud, durant la conférence de presse du 15 septembre 2022.

par la précarité : celle qui fragilise une personne et sa famille, à la suite d'un accident de vie ou d'une crise, tant dans leur situation matérielle que dans leur statut social et juridique. Et chacun-e, à son échelle, peut faire un geste et faire en sorte que la solidarité demeure, au-delà des difficultés, le socle de notre vivre-ensemble.

L'affichage public, la campagne digitale sur les réseaux sociaux et au cinéma ont eu lieu au mois de septembre. Seul le numéro des *Nouvelles* de la campagne a été distribué comme d'ordinaire au mois de mars.

La newsletter du CSP Vaud

Sept newsletters ont été envoyées en 2022, afin de donner des informations en phase avec l'actualité. Plus de 2'000 personnes y sont abonnées, dont environ 40% qui prennent connaissance des contenus systématiquement.

Travail main dans la main avec les services

Les nouvelles permanences du Service juridique (Renens) et du Service social pour les immigré.e-s (Palézieux) ont engendré un travail de signalétique sur les lieux et de promotion auprès du réseau et du grand public (flyers, lettre aux partenaires, diffusion sur les médias du CSP Vaud, presse, référencement). L'équipe com' a accompagné la mise à jour des outils pédagogiques de prévention de l'endettement auprès des jeunes («Les Ficelles du budget») qui sortiront début 2023 et la promotion des magasins de seconde main sur divers canaux de diffusion (voir page 32).

Le journal

Les quatre numéros du journal *Nouvelles* ont traité, en mars, le lien entre précarité et familles contemporaines, en juin la ténacité nécessaire pour faire avancer la justice sociale, en septembre la suite à la thématique de l'édition de mars, et en décembre la précarité financière. Un soin est apporté à la mise en forme de ces journaux (photos couleurs, caractères agrandi, renvois vers le web, etc.) et afin de garder le lien avec le lectorat le plus âgé, le journal est régulièrement envoyé à 120 établissements médico-sociaux (EMS) du canton.



Retombées médias

Du point de vue médiatique, le CSP Vaud a pu bénéficier en 2022 d'une large couverture : 60 articles ou reportages télé/radio. Le reportage de l'émission «À bon entendeur» de la RTS sur le *crowdfunding* des Galetas et la vente de chocolat (voir ci-dessous) a ponctué cette belle année en ce qui concerne les relations avec les médias. Par ailleurs, la com' du CSP Vaud s'est mise à la disposition du Collectif vaudois des sans-papiers (CVSSP) pour aider à la promotion du 20^e anniversaire de cette association partenaire.

Collaborations

L'écosystème entourant Evelyne Vaucher et Nour El Mesbahi est toujours composé d'un graphiste indépendant, Jean-Claude Haymoz, d'un imprimeur Paperforms SA, d'une agence de production audiovisuelle Kaosmovies. Samantha Migliore, créatrice de contenu digital pour les Galetas, vient compléter celui-ci dès décembre 2022. Un grand merci pour leurs compétences et leur travail.

RECHERCHE DE FONDS

Des courriers d'appel de fonds auprès de nos donateurs et de nos donatrices, des courriers auprès d'un public plus large, des annonces dans la presse et sur les réseaux sociaux, des demandes de soutien auprès des fondations et des communes, des legs testamentaires, des collectes et la vente de chocolat ont permis de maintenir les recettes des dons privés en 2022, par rapport aux années 2020 et 2021.

Un passage à la facture QR en douceur

Il nous aura bien inquiété, mais au final le passage à la facture QR n'a pas engendré de problème technique. Travailler avec une entreprise suisse pour la gestion de notre base de données, bien au fait de ce changement, fut une chance. Une bonne information préventive auprès de nos fidèles donatrices et donateurs a permis de d'éviter la perte des ordres permanents.

Un nouveau flyer pour faciliter le don

Un flyer pour réaliser des dons de façon simplifiée a été créé. Il permet d'utiliser Twint ou d'accéder à notre formulaire de dons en ligne. Cet outil est au service de nos (futurs) donatrices et donateurs.

Investissement dans les mailings froids

Un investissement renouvelé en 2022 s'est fait dans les mailings d'acquisition pour toucher de nouvelles personnes susceptibles de soutenir notre association.

La vente de chocolat

La vente annuelle de chocolat s'est tenue du 18 au 20 novembre 2022. Ce sont ainsi environ 9'960 plaques «Un lien plus chaud» qui ont été écoulées. Plus de la moitié du chocolat vendu l'a été grâce à la participation dévouée de 62 paroisses de l'Église évangélique réformée du canton de Vaud. Le CSP Vaud leur témoigne toute sa gratitude pour la fidélité de leur soutien.

À Lausanne, un contingent d'un peu plus de trente vendeurs et vendeuses a tenu les stands du CSP Vaud. L'ouverture d'un troisième emplacement sur la place de la Palud et l'ajustement de la commande de chocolat au plus près des possibilités de vente ont permis une hausse du bénéfice net de presque un tiers par rapport à l'année 2021. Une sincère reconnaissance est exprimée à la clientèle, aux bénévoles et à l'équipe du CSP Vaud qui ont participé à cette vente solidaire.



Un caméraman de la RTS en train de filmer Christine Dupertuis du Service social Jeunes du CSP Vaud. Les images ont permis d'illustrer un reportage de l'émission «À Bon Entendeur».

SOUTIEN

DIRECTION STRATÉGIQUE

Bastienne Joerchel Anhorn
Céline Erard
Caroline Regamey
Dietrich Choffat dès le 01.11

SECRÉTARIAT INSTITUTIONNEL

Guy Borel
Céline Coupy
Catherine Fasel
Jonathan Kiela dès le 15.08
Charlène Meyer jusqu'au 31.05
Ceyda Uçurum jusqu'au 04.08

RESSOURCES HUMAINES

Vânia Conde
Lory Favre
Claire-Lise Felchlin dès le 04.07

COMMUNICATION

Nour El Mesbahi
Evelyne Vaucher Guignard

INFORMATIQUE

Guillaume Aubert dès le 14.07
Loïc Fanichet jusqu'au 31.07
Thanh Thao Truong

INTENDANCE

Paula Dos Santos
du 01.04 au 30.11
Pauline Ponnaz

NETTOYAGE

Alejandra Gomez
Augusta Gonçalves
Maddalena Mariotti
Maria Mendes

ORGANES DE L'ASSOCIATION

COMITÉ

Présidente:

- **Baehler Bech Anne***, députée Les Vert-e-s, secrétaire générale de l'ASLOCA Vaud

Membres :

- **Abruzzi Anne**, déléguée du Conseil synodal de l'EERV
- **Bridel Etienne**, responsable RH retraité
- **Burger Bernhard Martine**, professeure HETSL, retraitée (délégation EERV région Nord vaudois)
- **Cavin Alexandre**, secrétaire général de la Fedevaco
- **Clerc Karine**, municipale à Renens et chargée de cours à l'HETSL
- **Collaud Marie-Chantal***, formatrice et coordinatrice bénévolat, retraitée
- **Gretler Olivier**, responsable Galetas (collaborateur CSP Vaud)
- **Ischer Jean-Marc**, enseignant spécialisé (délégué de la région 4 de l'EERV)

- **Lamien Virginie**, chargée de communication et responsable de la promotion formation et métiers, HévivA, jusqu'à octobre 2022
- **Richard Nicole***, professeure HETSL, retraitée
- **Rodriguez Talissa**, travailleuse sociale, (collaboratrice CSP Vaud)
- **Schwitzguébel Eline**, juriste (collaboratrice CSP Vaud)
- **Voutat Bernard**, professeur, Université de Lausanne

* Membres du bureau du comité

VOIX CONSULTATIVE AU COMITÉ ET AU BUREAU

- **Joerchel Bastienne**, directrice

COMMISSION DE GESTION

- **Grand Françoise**, infirmière
- **Catherine Philipona**, préposée au registre civil, dès juin 2022
- **Willi Edith**, responsable CMS retraitée, ancienne municipale

COMPTES D'EXPLOITATION 2022

PRODUITS D'EXPLOITATION

	2022	BUDGET 2022	2021
Contributions des pouvoirs publics	4'166'108	4'229'731	4'016'979
DIRIS – Subvention pour services de consultations	3'016'265	3'051'900	2'922'258
DGEJ/DIRIS – Subvention Pôle sociojuridique Jeunes	270'000	270'511	270'000
BCI – Permanences Info-Conseil Migration	559'843	587'320	504'720
EERV – Subvention générale et de la Région 4	320'000	320'000	320'000
Dons, recherches de fonds et cotisations	1'750'190	1'465'000	1'666'397
Dons communes, paroisses et fondations	450'886	271'000	363'334
Recherches de fonds	1'279'064	1'172'000	1'280'988
Cotisations	20'240	22'000	22'075
Autres produits	2'076'859	1'810'820	1'811'377
Ventes matériel	1'625'634	1'341'000	1'348'255
Prestations facturées	369'976	390'000	377'571
Produits divers	78'358	84'820	92'320
Pertes sur débiteurs	2'892	-5'000	-6'768
Total des produits d'exploitation	7'993'157	7'505'551	7'494'753

CHARGES D'EXPLOITATION

Charges directes de prestations	5'807'221	5'924'349	5'549'316
Charges de personnel	5'128'765	5'312'323	4'910'046
Charges liées aux locaux	451'754	471'026	422'272
Autres charges directes	84'141	70'000	76'356
Communication	73'318	33'500	64'380
Amortissements	69'244	37'500	76'261
Charges d'administration	1'061'657	1'230'442	957'911
Charges de personnel	725'054	812'240	623'263
Charges liées aux locaux	53'369	81'702	70'814
Charges d'administration	143'784	201'000	162'155
Communication	506	0	27
Autres charges	58'769	39'000	25'303
Amortissements	80'175	96'500	76'349
Charges d'obtention de financements	639'165	684'956	707'404
Charges de personnel	320'952	300'217	343'829
Charges liées aux locaux	22'357	32'239	11'000
Communication	254'503	313'500	290'224
Charges d'administration	18'083	11'500	36'498
Autres charges	23'271	27'500	25'854
Total des charges d'exploitation	7'508'044	7'839'747	7'214'632
Résultat d'exploitation (– = perte)	485'114	-334'196	280'122
Résultat financier	- 369'551	-8'400	28'694
Produits financiers	36'548	0	78'954
Charges financières	406'099	8'400	50'260
Autres résultats	150'483	94'475	649'328
Legs et successions	21'825	0	706'236
Don Loterie Romande	20'000	0	29'000
Produits hors exploitation	50'493	0	116'525
Produits extraordinaires	296'180	94'475	272'350
Charges extraordinaires	238'014	0	474'782
Résultat annuel sans résultat des fonds (– = perte)	266'046	-248'121	958'144
Variation nette du Fonds de soutien femmes enceintes	-10'329	0	-13'800
Variation nette du Fonds de procédure	300	0	-500
Variation nette du Fonds financement immeuble	-25'326	0	-25'326
Variation nette du Fonds Rey	2'744	0	3'037
Variation nette du Fonds BDA	5'244	0	-11'694
Variation nette du Fonds Covid-19	-32'759	0	-60'683
Variation nette du Fonds Orphelinat de Lausanne	-3'703	0	5'749
Variation nette du Fonds Fraternité (Lechim)	-348	0	-3'618
Variation nette du Fonds Saint-Rédempteur / Jet	16'120	0	-10'186
Variation nette du Fonds salle Fraternité	-5'800	0	23'200
Variation nette du Fonds véhicules Blécherette	-12'000	0	-12'000
Variation nette du Fonds de désendettement	0	0	20'000
Variation nette du Fonds Commune de Renens	181'419	0	0
Variation nette du Fonds Mercier	-978	0	982

	2022	BUDGET 2022	2021
Résultat annuel avant attribution au capital de l'organisation	151'461	-248'121	1'042'982
Utilisation Fonds régulation	0	-250'000	0
Utilisation Fonds 60 ^e anniversaire	0	0	-40'000
Affectation au Fonds entretien équipements et bâtiments	80'000	0	75'000
Affectation au Fonds soutien activités RAVEO	0	0	135'000
Affectation au Fonds grille salariale	0	0	215'000
Affectation au Fonds RH	70'000	0	0
Affectation au Fonds financement postes supplémentaires	0	0	570'000
Affectation Fonds risque sur titres	0	0	85'000
Résultat annuel (après attributions)	1'461	1'879	2'982

SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS REÇUES EN 2022

Etat de Vaud

Direction de l'insertion et des solidarités (DIRIS)	Subvention pour les services de consultations	Fr.	2'801'900
	Subvention pour le Programme de prévention du surendettement.	Fr.	160'000
	Mandat aide financière d'urgence	Fr.	54'365
Direction générale de l'enfance et de la jeunesse (DGEJ) et DIRIS	Subvention Pôle sociojuridique Jeunes	Fr.	270'000
Bureau cantonal pour l'intégration des étrangers et la prévention (BCI)	Subvention Permanences Info-Conseil Migration	Fr.	559'843

Eglise évangélique réformée du canton de Vaud

Subvention de l'EERV	Fr.	275'000
Subvention de la Région 4 EERV (Lausanne-Epalinges)	Fr.	45'000
Collecte générale annuelle 2022	Fr.	30'878
Dons des paroisses et des régions, collectes	Fr.	28'654

Dons de communes

Contributions et dons	Fr.	31'540
-----------------------	-----	--------

Fondations

Fondation Grand d'Hauteville		
Fondation Jacqueline de Cerenville		
Fondation Marius A. Dubois		
Fondation Petram		
Fondation Philanthropique Takoha E&D Wanner		
Fondation Pierre Demareux		
Fondation Préville		
Fondations souhaitant garder l'anonymat		
Société Vaudoise d'Utilité Publique (SVUP)		
	Fr.	350'925

Dons affectés (aides directes)

Fondation Grand d'Hauteville		
Fondation Henri de Groot		
Fondation Philanthropique Jules Rey		
Fondation Pierre Mercier		
Orphelinat de Lausanne Ancienne École de Charité	Fr.	80'000

Par souci de lecture, les sous-totaux et les totaux sont arrondis au franc près.
Les états financiers complets sont à disposition au secrétariat.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE

ACTIF

2022

2021

ACTIF CIRCULANT	5'109'214	5'087'235
Liquidités et titres	4'781'466	4'792'639
Créances résultant de livraisons et de prestations	17'337	54'072
Créances financières vis-à-vis d'institution liée	7'281	-19'029
Autres créances	64'086	7'045
Stocks	1	1
Actifs de régularisation	239'042	252'507
ACTIF IMMOBILISÉ	2'332'132	2'433'590
Garanties loyers	43'749	36'489
Mobilier	17'600	26'800
Bureautique	17'400	20'800
Informatique	26'200	33'500
Véhicules	48'203	67'401
Immeubles	2'178'980	2'248'600
TOTAL DE L'ACTIF	7'441'345	7'520'825

BILAN AU 31 DÉCEMBRE

PASSIF

2022

2021

CAPITAUX ÉTRANGERS À COURT TERME	700'461	923'827
Dettes résultant de livraisons et prestations	190'135	171'539
Autres dettes	25'266	102'982
Avoirs en faveur de tiers	0	14'626
Passifs de régularisation	202'867	297'644
Subvention reçue d'avance (BCI)	282'193	337'037
CAPITAUX ÉTRANGERS À MOYEN ET LONG TERME	1'456'745	1'578'905
Provision Ressources humaines	0	70'000
Emprunt hypothécaire et prêt	1'456'745	1'508'905
CAPITAL DE FONDS (FONDS AFFECTÉS)	973'742	859'157
Fonds de solidarité	66'012	66'012
Fonds de soutien aux femmes enceintes	0	10'329
Fonds de désendettement	39'692	39'692
Fonds Budget des autres (BDA)	54'914	49'670
Fonds Fraternité (Lechim)	3'157	3'505
Fonds St-Rédempteur / Jet	16'882	762
Fonds de procédure	4'668	4'368
Fonds financement immeuble	513'348	538'674
Fonds Pierre Mercier	22	1'000
Fonds Rey	15'282	12'537
Fonds Orphelinat de Lausanne	22'036	25'738
Fonds Covid-19	2'911	35'670
Fonds véhicules Blécherette	36'000	48'000
Fonds salle Fraternité	17'400	23'200
Fonds Commune de Renens	181'419	0
CAPITAL DE L'ORGANISATION	4'310'397	4'158'935
Capital libre (généré)	8'935	5'953
Fonds de réserve	1'400'000	1'400'000
Fonds de régulation	1'075'000	1'075'000
Fonds d'entretien des bâtiments et des équipements	330'000	250'000
Fonds révision grille salariale	350'000	350'000
Fonds Ressources humaines	190'000	120'000
Fonds soutien activités RAVEO	300'000	300'000
Fonds financement nouveaux postes	570'000	570'000
Fonds risque sur titres	85'000	85'000
Résultat de l'exercice	1'461	2'982
TOTAL DU PASSIF	7'441'345	7'520'825

REMERCIEMENTS AUX PARTENAIRES, DONATRICES ET DONATEURS

Le travail du CSP Vaud, qu'il s'agisse de services réguliers ou occasionnels, d'actions de longue haleine ou ponctuelles, serait impossible à accomplir sans les soutiens financiers des subventionneurs, des institutions partenaires, des donateurs et des donatrices, et des bénévoles.

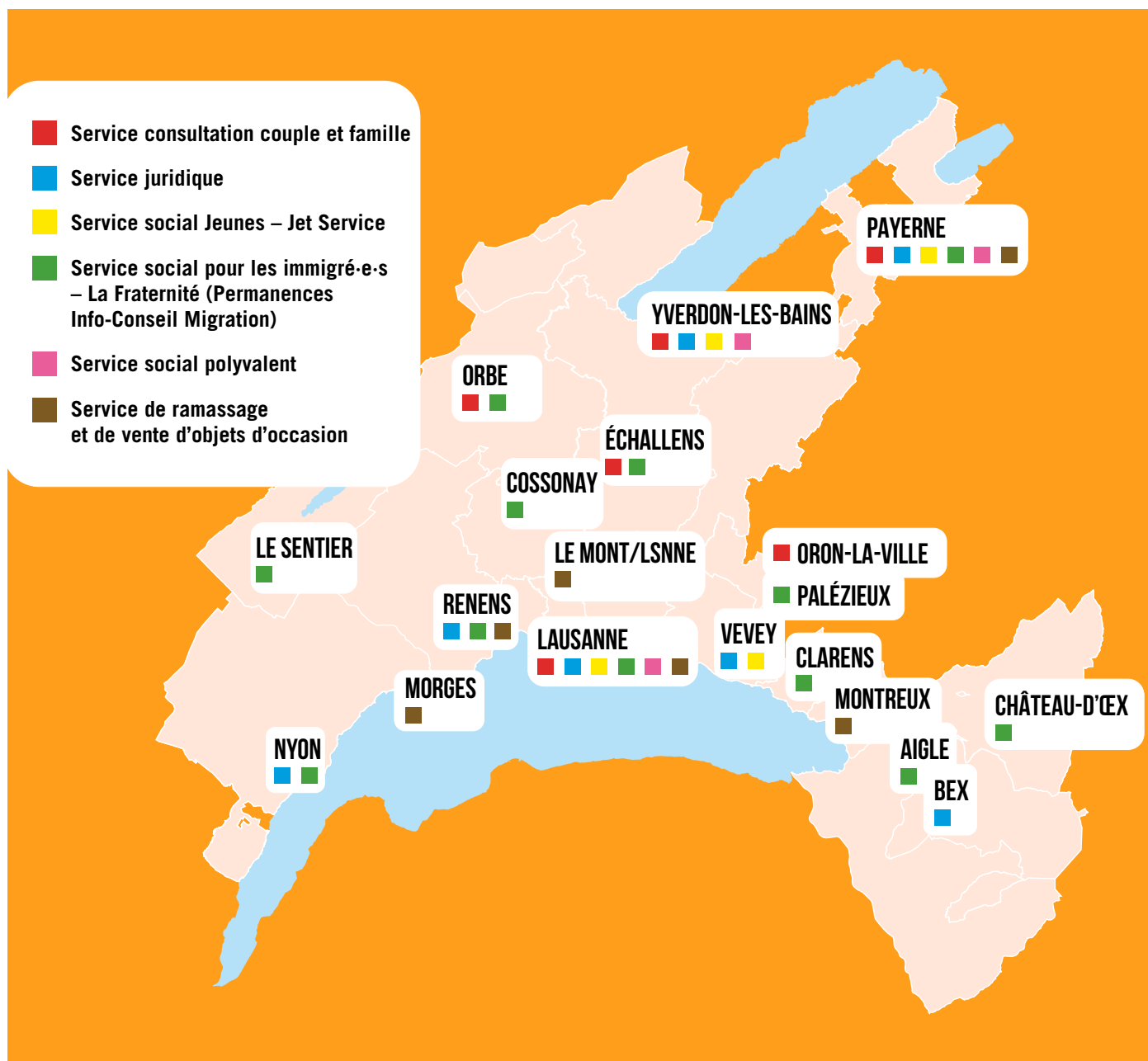
Le CSP Vaud remercie chaleureusement:

- les pouvoirs publics pour leur soutien et leur reconnaissance du travail du CSP Vaud auprès des habitantes et des habitants de notre canton :
 - > le Département de la santé et de l'action sociale, dont en particulier la Direction générale de la cohésion sociale et la Direction de l'insertion et des solidarités ;
 - > Département de la jeunesse, de l'environnement et de la sécurité, la Direction générale de l'enfance et de la jeunesse, dont en particulier le Délégué cantonal à l'enfance et à la jeunesse ;
 - > le Bureau cantonal pour l'intégration des étrangers et la prévention du racisme ;
 - > la Ville de Renens ;
 - > les villes et les communes, membres du CSP Vaud.
- l'Eglise évangélique réformée du canton de Vaud, pour son appui fidèle, les paroisses pour leurs dons réguliers, leurs collectes et leur soutien majeur lors de la vente du chocolat ;
- les fondations pour tous leurs soutiens, réguliers ou exceptionnels, grâce auxquels nous avons pu aider les personnes en difficulté ;
- la Loterie Romande ;
- les entreprises, les donateurs et les donatrices, pour leur générosité et pour leurs encouragements ;
- les personnes qui ont fait un legs au CSP Vaud ;
- les nombreuses entreprises et les fournisseurs pour leur collaboration et leur soutien au CSP Vaud ;
- les membres de l'Association du CSP Vaud pour leur contribution régulière ;
- les bénévoles pour leur précieuse et indispensable contribution en compétences et en disponibilités.

LE CSP VAUD À VOTRE SERVICE

Les consultations sont gratuites (sauf pour le Service consultation couple et famille). Elles sont ouvertes à toutes personnes sans distinction. Tous les renseignements se trouvent sur le site internet www.csp.ch/vaud.

Nos magasins de seconde main, Les Galetas du CSP Vaud, vous attendent. Les bénéfiques contribuent au financement des prestations sociales du CSP Vaud. Tous les renseignements se trouvent sur le site internet www.galetas.ch. Vous pouvez aussi suivre les Galetas sur les réseaux sociaux [Facebook](#), [Instagram](#) et [Tik-tok](#).



LOCATION DE LA SALLE DE LA FRATERNITÉ

Place M.-L. Arlaud 2, 1003 Lausanne

M^{me} Pauline Ponnaz

salle.frat@csp-vaud.ch – Tél. 078 206 94 09



CONTACT

CSP Vaud

Rue Beau-Séjour 28
1003 Lausanne
info@csp-vd.ch

Tél. 021 560 60 60
Secrétariat : 021 560 60 29/63

CCP 10-252-2
IBAN CH09 0900 0000 1000 0252 2

Plus d'informations sur
www.csp.ch/vaud

UN GRAND MERCI POUR VOTRE SOUTIEN !

Aidez-nous à aider encore en
2023, réalisez un don
par TWINT!



Ouvrez l'application TWINT de votre smartphone et visez
le QR code.



CENTRE SOCIAL PROTESTANT
VAUD